



CANTON DU VALAIS

**Rapports  
sur l'administration  
des Tribunaux**

KANTON WALLIS

**Berichte  
über die Rechtspflege**

**2011**

# Table des matières

(texte français : pages bleues)

<b>I.</b>	<b>Rapport du Tribunal cantonal .....</b>	<b>7</b>
	1. Généralités .....	8
	2. Cour de droit public .....	13
	3. Cours civiles et pénales.....	15
	4. Chambre pénale / Autorité de plainte.....	15
	5. Autorité cantonale de surveillance des avocats .....	16
	6. Autorité supérieure en matière de plainte LP.....	17
	7. Cour des assurances sociales.....	17
<b>II.</b>	<b>Rapport des tribunaux de district .....</b>	<b>19</b>
<b>III.</b>	<b>Rapport du tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures .....</b>	<b>23</b>
	1. Généralités .....	24
	2. Tribunal des mesures de contrainte (TMC).....	24
	3. Tribunal de l'application des peines et mesures (TAPEM).....	25
	4. Autres activités juridictionnelles des juges du TMC/TAPEM.....	26
	5. Remarques finales .....	26
<b>IV.</b>	<b>Rapport du tribunal des mineurs .....</b>	<b>27</b>
	1. Statistiques.....	28
	2. Application du nouveau droit pénal des mineurs et visions futures.....	30
<b>V.</b>	<b>Statistiques (pages vertes) .....</b>	<b>59</b>
	1. Tribunal cantonal.....	59
	2. Tribunaux de district .....	65
	3. Tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures.....	75
	4. Tribunal des mineurs .....	79
<b>VI.</b>	<b>Organisation (pages roses).....</b>	<b>83</b>

# Inhaltsverzeichnis

(deutscher Text: gelbe Seiten)

<b>I.</b>	<b>Kantonsgericht .....</b>	<b>33</b>
	1. Allgemeines .....	34
	2. Öffentlichrechtliche Abteilung.....	40
	3. Zivil- und Strafrechtliche Abteilungen.....	41
	4. Strafkammer / Beschwerdekammer.....	42
	5. Kantonale Aufsichtsbehörde über die Anwälte.....	43
	6. Obere Beschwerdebehörde in Schuldbetreibung und Konkurs .....	43
	7. Sozialversicherungsrechtliche Abteilung .....	44
<b>II.</b>	<b>Bezirksgerichte .....</b>	<b>47</b>
<b>III.</b>	<b>Zwangsmassnahmen sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgericht.....</b>	<b>51</b>
	1. Allgemeines .....	52
	2. Zwangsmassnahmengericht (ZMG).....	52
	3. Straf- und Massnahmenvollzugsgericht (StMVG).....	53
	4. Weitere richterliche Tätigkeiten der Magistraten des ZMG/StMVG .....	54
	5. Schlussbemerkungen.....	54
<b>IV.</b>	<b>Jugendgericht .....</b>	<b>55</b>
	1. Statistiken .....	56
	2. Anwendung des neuen Jugendstrafrechts und Ausblick.....	58
<b>VII.</b>	<b>Statistiken (grüne Seiten) .....</b>	<b>59</b>
	1. Kantonsgericht.....	59
	2. Bezirksgerichte.....	65
	3. Zwangsmassnahmen sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgericht.....	75
	4. Jugendgericht .....	79
<b>VIII.</b>	<b>Organisation (rosa Seiten).....</b>	<b>83</b>



# Au Conseil d'Etat du Canton du Valais

Monsieur le Président,  
Madame la Conseillère d'Etat,  
Messieurs les Conseillers d'Etat,

En conformité de l'article 61 de la Constitution cantonale, nous avons l'honneur de vous remettre, pour être transmis au Grand Conseil, le rapport du Tribunal cantonal sur l'administration de la Justice par le Tribunal cantonal, les tribunaux de districts, le tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures et le tribunal des mineurs, en 2011.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente et Messieurs les Conseillers d'Etat, l'assurance de notre haute considération et vous recommandons avec nous à la protection divine.

Sion, mars 2012

Au nom du Tribunal cantonal

Le président :  
Jean-Bernard Fournier

Le secrétaire général :  
Walter Lengacher



I.

# Rapport du Tribunal cantonal



## 1. Généralités

### a) Présidence et commission administrative

Lors de la session de mai 2011, le Grand Conseil a élu Jean-Bernard Fournier et Jean-Pierre Derivaz respectivement président et vice-président du Tribunal cantonal. De par la loi, ils occupent la fonction de président et vice-président de la Commission administrative, dont le juge cantonal Lionel Seeberger est également membre.

### b) Mutations au sein des tribunaux

Dans le cadre de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2011, de la réforme fédérale de la Justice, le Tribunal cantonal a repourvu les postes devenus vacants et procédé à un certain nombre de réorganisations et de nominations qui sont mentionnées dans le précédent rapport.

- Le 1<sup>er</sup> mai 2011, Dominic Lehner a débuté son activité de greffier au tribunal de district de Viège, assurant ainsi la succession de Christoph Walpen, parti à la retraite à la fin mai 2011.
- Le 1<sup>er</sup> septembre 2011, Anne-France Cheseaux Cardoso a été engagée au poste nouvellement créé de collaboratrice scientifique à 50 % auprès du secrétariat général des tribunaux, notamment afin de remplir une partie des nouvelles tâches liées à la réforme de la Justice.
- Le 1<sup>er</sup> septembre 2011 également, Catherine de Roten a pris ses nouvelles fonctions de substitute au ministère public du Valais central. Michèle Fellay a été choisie pour lui succéder au poste de greffière auprès du tribunal de district de Sion.
- Le 31 octobre 2011, Jean-Grégoire de Chastonay et Catherine Darbellay ont achevé leur activité de greffiers auprès du tribunal de district de Sierre. M. de Chastonay est parti à la retraite, alors que Mme Darbellay souhaitait donner une nouvelle orientation à sa carrière. Ils ont été remplacés par Cynthia Christen, qui a débuté son activité le 1<sup>er</sup> octobre 2011, et par Florine Jardin, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre 2011.
- Au tribunal des mineurs, ce sont Fabienne Salzmänn, assesseur, et Katja Schwery, juge substitut, qui ont donné leur démission, respectivement pour fin octobre et fin novembre 2011. Nicole Zurbriggen Bucher et Julie Voide ont repris ces fonctions au 1<sup>er</sup> décembre 2011.
- Le 1<sup>er</sup> novembre 2011, Bénédicte Airiau a été engagée en tant que greffière auprès des cours civiles et pénales du Tribunal cantonal, afin de remplacer la doyenne des greffières et greffiers, Ambre Veuillet, partie à la retraite fin 2011.
- Fin novembre 2011, Josy Kuonen, greffière auprès des cours civiles et pénales, est partie à la retraite. Son poste a été repris par Rochus Jossen, qui jusque-là était greffier à la cour de droit public du Tribunal cantonal, remplacé quant à lui par Nadja Schwery.



- Le 31 décembre 2011, Michel Dupuis a quitté le tribunal de district de Monthey, après 25 ans passés en qualité de juge de district, dont deux décennies en tant que doyen. Claude Vuadens, juge de district, a pris la relève de sa fonction de doyen et Camille Rey-Mermet de celle de juge. Michel Dupuis a apporté son expérience d'avocat indépendant à sa fonction de magistrat. Figurant parmi les derniers « juges d'instruction », jusqu'en 1987, il s'est également occupé d'instruction pénale en tant que juge de district. C'était un juge pragmatique, authentiquement attentif à trouver des solutions et particulièrement doué pour reconnaître les situations dans lesquelles un arrangement était préférable à un jugement. Michel Dupuis s'est constamment distingué par son esprit critique et indépendant. Le Tribunal cantonal le remercie chaleureusement pour le travail accompli, ainsi que pour ce qu'il a apporté à la Justice valaisanne, et lui souhaite beaucoup de succès dans ses nouveaux projets.
- Fin décembre 2011 également, Florence Baillif Métrailler a quitté son poste de greffière à 50 % auprès du tribunal de district de Monthey, afin de se lancer dans une activité d'avocate indépendante. Elle a été remplacée par Viviane Premand.
- Toujours à fin 2011, Andreas Seitz a quitté son poste de greffier auprès du tribunal de district de Brigue, Rarogne oriental et Conches, afin d'exercer la fonction de procureur au ministère public du Haut-Valais. Silas Providoli lui a succédé au tribunal de district de Brigue, Rarogne oriental et Conches.

### **c) Ressources humaines**

La réforme de la Justice a eu pour conséquence une augmentation drastique des charges, essentiellement pour les tribunaux de première instance, et, dans une moindre mesure, pour le Tribunal cantonal.

Le Grand Conseil en a tenu compte en augmentant, dans sa décision du 11 mars 2010, le nombre de postes de juges et de greffiers de 10,5 unités. Le Tribunal cantonal a attribué 8 postes aux tribunaux de district et 1,5 poste au tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures. Huit postes ont été attribués à des juristes francophones et 1,5 à des juristes germanophones. Un poste de « greffier/juge itinérant » a été mis au concours, mais n'a pas encore pu être pourvu en raison d'une pénurie temporaire de candidats. Il est, pour l'heure, encore trop tôt pour dire si le renforcement des effectifs en juges et en greffiers a été suffisant. La charge de travail des tribunaux demeure toutefois élevée.

La création de nouveaux postes de juges et de greffiers entre 2002 et 2009, sans renforcement parallèle des secrétariats, avait débouché sur une sous dotation en personnel administratif. La création du tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures, l'augmentation, mentionnée ci-dessus, des unités juristes auprès des tribunaux de première instance au 1<sup>er</sup> janvier 2011, ainsi que l'aménagement d'une réception au palais de justice à Sion ont entraîné une augmentation supplémentaire des besoins en personnel de cette catégorie. Le

Tribunal cantonal a évalué cette hausse à un total de 8 postes, ce qu'il a fait valoir dans le cadre du budget 2011. Sur ce nombre, seuls 3 postes supplémentaires ont été attribués pour l'année 2011 et un seul pour 2012. Dès lors, 4 postes font toujours défaut.

Cette situation nuit au fonctionnement des tribunaux et allonge considérablement le traitement des dossiers. Juges et greffiers se voient contraints d'exécuter des tâches administratives, au détriment de leur propre travail. Il devient urgent que le personnel nécessaire soit mis à disposition.

Dans la plupart des cantons, la Justice dispose à l'heure actuelle de sa propre administration, avec un secrétaire général et un adjoint. En Valais, un poste de secrétaire général a été créé en 2003 par transformation d'un poste existant. Par contre, les requêtes, réitérées depuis des années par le Tribunal cantonal, pour la création d'une fonction d'adjoint sont restées lettre morte. Partant, si le secrétaire général doit s'absenter, il n'y a personne, sauf exception, pour reprendre ses tâches.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2011, avec l'entrée en vigueur de la loi sur le personnel de l'Etat du Valais du 19 novembre 2010, le canton du Valais a abandonné le statut de fonctionnaire. Etant donné que, conformément aux articles 31 et 41 de la loi sur l'organisation de la Justice du 11 février 2009, cette loi est applicable par analogie aux greffiers et au personnel administratif, ces derniers ont aussi perdu ce statut. En revanche, cette législation ne touche pas le statut des magistrats.

#### **d) Mise en œuvre des réformes de la Justice**

La mise en œuvre des réformes de la Justice, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011, a été réalisée sans difficultés notables.

Les juges et les greffiers ont veillé à assurer la transition entre l'ancien et le nouveau droit en se familiarisant à l'avance avec ce dernier.

D'un point de vue organisationnel également, la mise en œuvre de la réforme de la Justice a pu, dans l'ensemble et grâce à d'importants travaux préparatoires, se dérouler sans heurts. Ainsi, la fusion entre les précédents offices des juges d'instruction et l'ancien Ministère public pour donner naissance au nouveau Ministère public s'est déroulée sans problème majeur.

En revanche, les locaux nécessaires n'ont pas pu être mis partout à disposition dans les temps. Ainsi, la transformation du palais de justice à Sion qui, selon la demande du Tribunal cantonal, aurait dû être achevée fin octobre 2010, n'est toujours pas terminée. Ces retards ont entraîné des perturbations considérables de l'activité des tribunaux, mais aussi d'énormes frais et dépenses supplémentaires, qui auraient en grande partie pu être évités.

Le temps dira si la réforme de la Justice fera ses preuves ou non. Même s'il est déjà possible d'identifier des tendances (points forts certains, mais aussi quelques faiblesses), il est toutefois trop tôt pour les évaluer.

## e) Législation

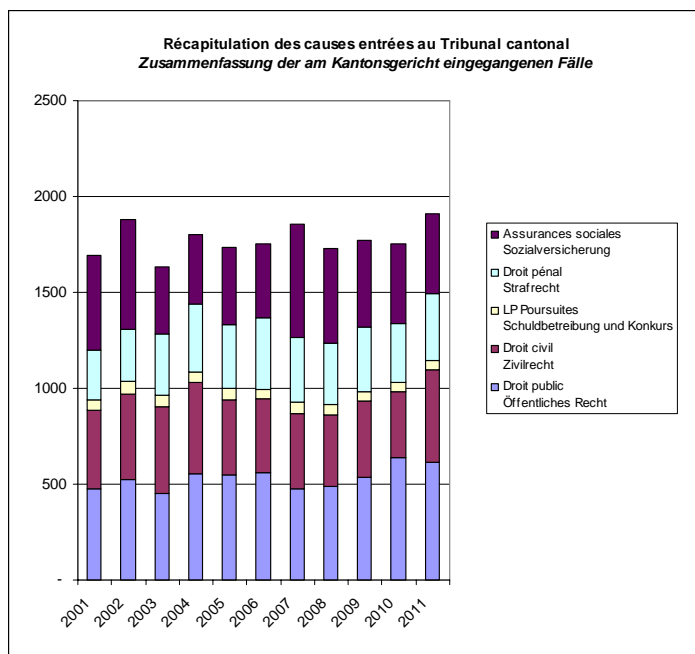
Les décisions des autorités tutélaires qui, jusqu'ici, pouvaient faire l'objet d'un recours auprès d'un tribunal de district, doivent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, être déférées en lieu et place devant le Tribunal cantonal. Cette innovation est inadéquate. Le juge de district, qui par définition connaît mieux les circonstances concrètes de l'affaire et, partant, est aussi mieux à même de vérifier si les autorités tutélaires exercent à bon escient leur pouvoir d'appréciation, pour le moins considérable dans ce domaine du droit, est aussi le mieux placé pour arriver à un jugement ou à un arrangement qui prenne en compte ces contingences.

En Valais, jusqu'à fin 2010, les litiges en matière d'assurance maladie complémentaire étaient du ressort du juge civil, avec compétence du juge de district ou du Tribunal cantonal en fonction de la valeur litigieuse. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure civile suisse, c'est désormais le Tribunal cantonal, et plus précisément sa cour des assurances sociales, qui est compétente pour trancher ces litiges, à titre d'instance cantonale unique (art. 2 de l'ordonnance désignant les autorités et les procédures en matière d'assurance maladie du 13 mars 1996). Si la cour des assurances sociales du Tribunal cantonal est appelée à se prononcer, tant sur les litiges relatifs à l'assurance de base, que sur ceux en matière d'assurance complémentaire, la même procédure devrait être applicable à chaque fois. Il faudrait dès lors supprimer l'article 2 alinéa 2 de cette ordonnance.

L'indépendance du troisième pouvoir présuppose que ce dernier puisse échapper aux influences extérieures, non seulement dans le domaine juridique, mais qu'il puisse aussi disposer, tant de ressources propres, que d'une structure administrative indépendante. Il paraît douteux que l'article 1 alinéa 2 de la loi concernant le traitement des autorités judiciaires et des représentants du Ministère public du 10 septembre 2010 tienne compte de ces impératifs. En effet, ce texte prévoit que les tribunaux ne peuvent arrêter la classification des postes de leur personnel administratif qu'après avoir soumis les modifications envisagées à une commission de classification instaurée à cet effet par l'exécutif. Le Tribunal cantonal est d'avis qu'il sied de supprimer cette condition de la loi.

## f) Causes entrées et liquidées (statistiques p. 60 ss)

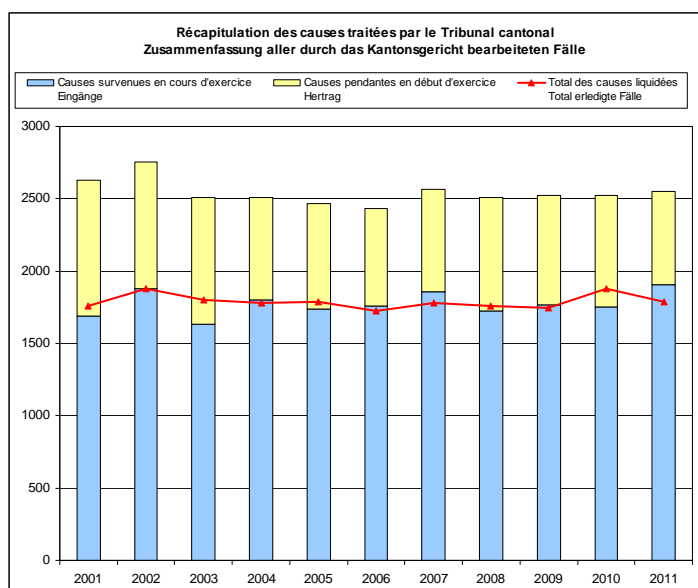
En 2011, le Tribunal cantonal a enregistré 1909 causes au total. C'est presque 9 %, ou 154 causes de plus que l'année précédente. Toutefois, si l'on fait abstraction des affaires civiles, qui ont considérablement augmenté (138 causes, soit 40 %), les changements observés ne présentent pas de différences majeures d'un domaine du droit à l'autre.



Le nombre de causes liquidées est globalement passé de 1877 en 2010 à 1786 en 2011, évoluant de façon différente selon les domaines. En droit civil, les causes liquidées ont diminué de 17 % par rapport à l'année précédente (76) et en droit des assurances sociales, de 16 % (75). En droit pénal, 16 % de causes supplémentaires ont pu être liquidées (50). En matière de droit public et de droit des poursuites et faillites, le nombre des causes liquidées est resté plus ou moins stable par rapport à l'année précédente.

Le recul observé dans les causes liquidées s'explique notamment par le fait qu'en 2011, le Tribunal cantonal n'a plus bénéficié de la collaboration des 7 greffiers auxiliaires qui avaient été mis à sa disposition en 2010 pour la liquidation des affaires civiles encore pendantes.

En raison de l'augmentation des entrées, de 1755 (2010) à 1909 (2011), et de la diminution des affaires liquidées, de 1877 (2010) à 1786 (2011), le nombre des procédures pendantes à fin 2011 est passé à 762, soit une augmentation de 123 causes par rapport à l'année précédente.



### g) Recours au Tribunal fédéral (statistiques p. 64)

Sur les 1786 causes liquidées durant l'année administrative, 264 ont été attaquées auprès du Tribunal fédéral. La cour suprême a traité 268 recours, parmi lesquels 47 ont été totalement ou partiellement admis. Ceci correspond à 2,6 % du nombre total de cas jugés par le Tribunal cantonal, résultat qui peut être qualifié de bon sur une base comparative suisse.

### h) Activité disciplinaire

Au cours de l'année 2011, le Tribunal cantonal n'a pas engagé de procédure disciplinaire, ni pris de mesures disciplinaires.

### i) Perspectives

L'expérience montre que les statistiques de la première année d'une réforme de la Justice ne sont pas représentatives, et ce même quand de premières tendances sont déjà reconnaissables. Partant, il est prématuré de procéder à une évaluation de la réforme de la Justice entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et de ses effets. Il convient d'attendre la fin de l'année en cours afin de pouvoir constater quelles seront les évolutions qui se confirmeront ou non.

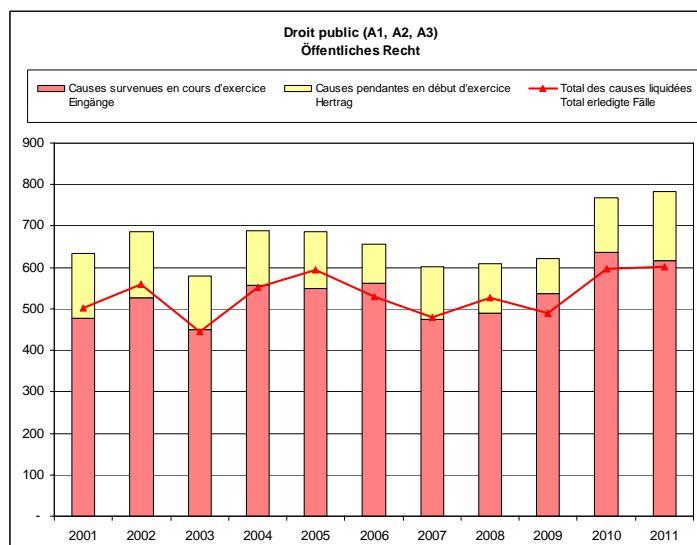
## 2. Cour de droit public (statistiques p. 60 ss)

L'année sous revue a comptabilisé un nombre record d'affaires attribuées à la cour. C'est ainsi que le chiffre des dossiers A1 concernant les recours de droit administratif s'est établi à 292, contre 267 en 2010 et 230 au cours de l'année 2005. L'augmentation de charge des causes A1 touche de manière similaire les dossiers francophones et ceux du Haut-Valais et toutes les matières habituellement traitées

en droit public, avec des mouvements plus notables toutefois dans le droit de la construction/aménagement du territoire, celui des marchés publics et une série d'affaires liées à la réalisation d'une correction de tronçon routier. L'effort soutenu des collaborateurs a permis, dans des délais légèrement plus longs que par le passé, de liquider davantage d'affaires (260 au lieu de 240) dans une proportion toutefois un peu moindre (8 %) que celle de l'augmentation des causes. Le report sur 2012 s'est en revanche aggravé de 26 % puisque cette année s'ouvre avec 152 causes (120 en 2010 et aux environs de 100 dans les années antérieures) équivalant à six mois de travail. Les causes A2 essentiellement composées de mesures de contraintes ont légèrement fléchi (302 au lieu de 312) tout en demeurant à un niveau élevé pour des dossiers qui impliquent quasi tous une audience et un prononcé le jour même. Les causes d'appel pénales (A3) ont fléchi (-35) en raison de la nouvelle répartition des compétences consécutive à la procédure pénale fédérale et ont permis au juge unique de réduire les pendances pour ne reporter que 23 causes en 2012 (41 en 2010).

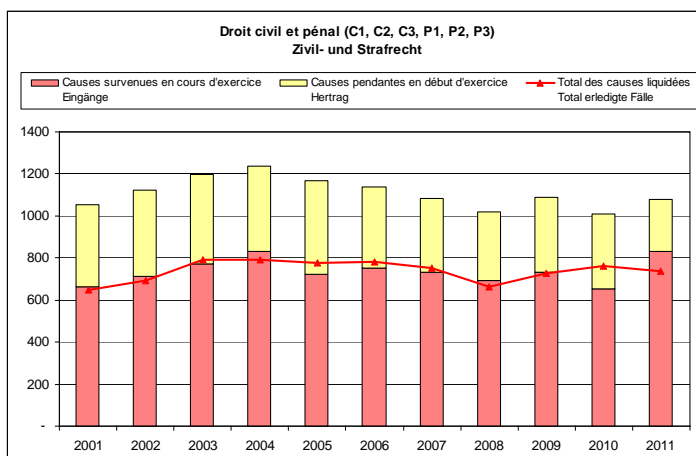
Les affaires traitées n'ont pas donné lieu à des constats particuliers sous l'angle de la législation cantonale. Le nombre élevé d'arrêts portés durant l'année 2011 laisse de nombreuses contestations encore pendantes devant le Tribunal fédéral ; le sort de ces dernières pourrait en revanche avoir des incidences sur la réglementation communale en matière d'aménagement du territoire.

L'année 2011 s'est déroulée sans problème particulier du point de vue des expropriations, aucune mutation n'étant intervenue dans le collège d'experts. Les rencontres de formation des 18 mars et 10 juin 2011, de même que le traitement des recours en cette matière, n'ont pas révélé la nécessité de prendre des mesures de surveillance au sens de l'article 30 de la loi sur les expropriations.



### 3. Cours civiles et pénales (statistiques p. 60 ss)

Les entrées de causes civiles et pénales, chambre pénale comprise, ont fortement augmenté, passant de 702 causes en 2010 à 879 en 2011, ce qui représente une hausse de 177 unités, soit plus de 25 %. La liquidation a légèrement fléchi (785 causes contre 807 en 2010), le tribunal ne disposant plus des renforts qui lui avaient été alloués en 2010 en prévision de l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation judiciaire. Le nombre d'affaires pendantes en fin d'exercice a ainsi fortement augmenté pour s'inscrire à 356 unités contre 262 à fin 2010.



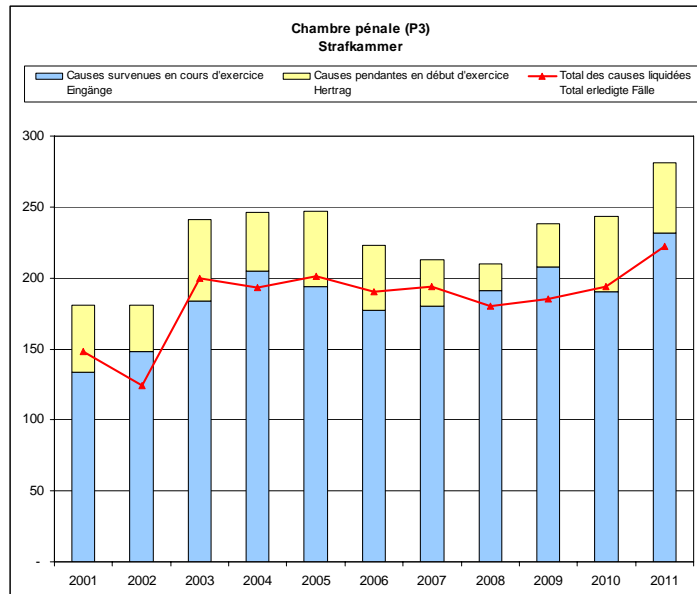
### 4. Chambre pénale / Autorité de plainte (statistiques p. 60 ss)

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP) est entré en vigueur. Le Code de procédure pénale valaisan du 22 février 1962, qui avait fait l'objet de multiples révisions depuis le début des années 1990, a ainsi été abrogé. Pour mémoire, l'unification du droit de la procédure pénale a notamment entraîné, outre l'instauration d'un Ministère public indépendant regroupant les anciens procureurs et juges d'instruction, la création d'un tribunal des mesures de contrainte et d'une autorité de recours, au sens des articles 393 à 397 CPP. L'exercice de cette dernière charge a été dévolu à la chambre pénale du Tribunal cantonal (cf. art. 13 LACPP, d'où la disparition de l'éphémère autorité de plainte), dont les compétences ont quelque peu varié en raison des dispositions du nouveau droit fédéral de procédure. Par exemple, l'approbation et le contrôle des mesures officielles de surveillance ont été conférés au tribunal des mesures de contrainte. En revanche, il appartient désormais à la chambre pénale de statuer sur les recours en matière d'application des peines et mesures, de récusation et de classement (précédemment non-lieu).

Par comparaison avec l'exercice 2010, la chambre pénale (autorité de plainte, s'agissant des cas transitoires, traités sous l'empire de l'ancien droit de procédure) a enregistré en 2011 une hausse du nombre d'affaires entrées de 22 % (232 contre 190). Sur les 232 entrées, 26 seulement concernaient le Haut-Valais, ce qui représente toujours une faible proportion, soit 11 %. Etant donné le nombre de dossiers

liquidés durant l'exercice (222 contre 194 en 2010), 59 causes étaient pendantes au 31 décembre 2011.

Les recours contre les non-entrées en matière constituent les cas les plus nombreux (plus de 1/3), devant les recours contre les ordonnances diverses de procédure - principalement en matière d'application des peines et mesures, de séquestre, ainsi que de frais et dépens - (près de 1/4), les recours contre les détentions provisoires ou pour des motifs de sûreté (plus de 1/6), les recours contre les classements (plus de 1/8) et les recours pour déni de justice formel (1/14).



Jusqu'en 2002, les mesures officielles de surveillance ont été comprises dans ce tableau.

## 5. Autorité cantonale de surveillance des avocats

Après consultation des autorités de poursuite pénale et de l'ordre des avocats valaisans, le Tribunal cantonal a mis en place le système d'inscription en ligne organisant la permanence de l'avocat de la première heure (art. 159 CPP). Cette nouvelle gestion prend mieux en compte les disponibilités des avocats puisqu'elle leur permet de choisir leurs jours de service. Le Tribunal cantonal en espère aussi une diminution de ses charges administratives.

Deux recours contre des décisions de la chambre de surveillance des avocats ont été déférés devant l'autorité cantonale de surveillance et tranchés par elle.

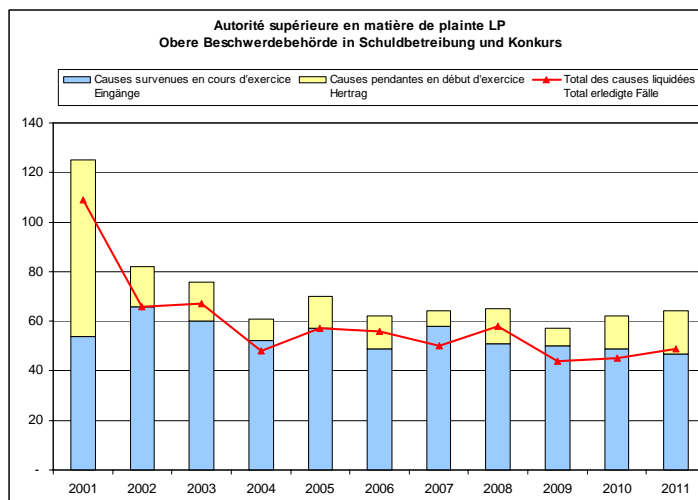
En vertu de ses compétences propres, la présidence de cette autorité a traité 84 dossiers concernant la tenue du registre cantonal des avocats et le secret de l'avocat.



## 6. Autorité supérieure en matière de plainte LP (statistiques p. 64)

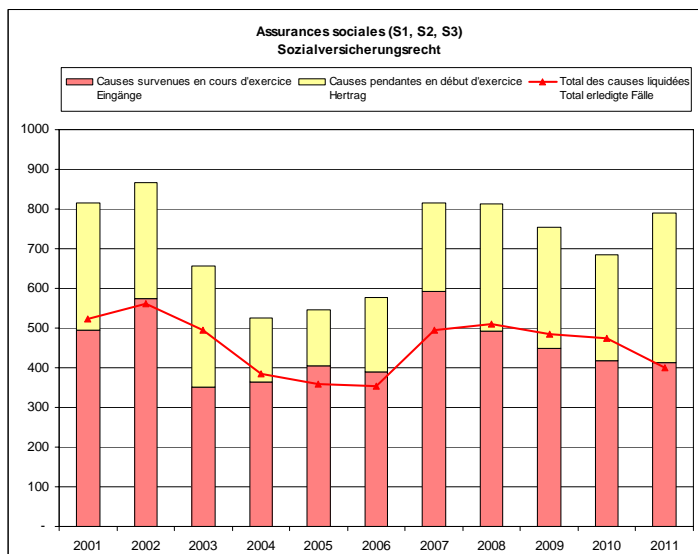
Les recours au Tribunal cantonal contre les décisions rendues par les juges de district comme autorité inférieure en matière de plainte (art. 17 et 18 LP) ont sensiblement augmenté. Il en a été de même du nombre de leurs liquidations.

Comme autorité de recours au sens de l'article 30 alinéa 2 lettre a LALP, le Tribunal cantonal a statué sur 23 recours.



## 7. Cour des assurances sociales (statistiques p. 60 ss)

Globalement, le nombre de nouvelles entrées (-3) tout comme le solde de dossiers à traiter en fin d'exercice (+15) restent stables. La hausse des entrées est perceptible en matière d'assurance-accidents (+13), en matière d'assurance-chômage (+14) et des prestations complémentaires (+10). En revanche, la baisse est sensible dans le domaine de la prévoyance professionnelle (-36) et de l'assurance-invalidité (-34).



En ce qui concerne cette dernière en particulier, il faut relever le caractère de plus en plus complexe des cas qui sont portés devant le Tribunal cantonal. Il en va ainsi par exemple des révisions de rente d'invalidité qui exigent l'examen de dossiers volumineux retraçant l'histoire médicale d'un assuré sur de nombreuses années. A cet égard, une récente jurisprudence du Tribunal fédéral (ATF 137 V 210) entraîne une charge supplémentaire pour les tribunaux cantonaux. Jusqu'à ce jour, lorsque l'autorité judiciaire concluait à la nécessité de procéder à des clarifications supplémentaires malgré les mesures d'investigation mises en œuvre par l'office AI, elle décidait généralement le renvoi de l'affaire à l'administration pour compléter l'instruction. Désormais les tribunaux cantonaux doivent demander eux-mêmes une expertise judiciaire lorsqu'ils considèrent que les faits médicaux nécessitent d'être clarifiés par le biais d'une expertise ou qu'une expertise administrative n'a pas valeur probante sur un point pertinent. Ce nouveau principe développé par le Tribunal fédéral aura indéniablement pour effet de prolonger certaines procédures.

A noter également une autre jurisprudence du Tribunal fédéral qui illustre la difficulté de concilier en pratique les principes de simplicité et de célérité de la procédure avec la publicité des débats. Il s'agit cette fois de l'obligation d'organiser des débats publics si une demande formelle est faite dans ce sens, à distinguer d'une requête en preuve tendant à l'audition du recourant, de témoins ou d'experts, qui demeure soumise à la règle générale de l'appréciation anticipée des preuves.

Pour terminer, il faut encore mentionner les effets de la nouvelle procédure civile fédérale sur la charge de travail de la cour des assurances. Cette dernière est compétente désormais pour traiter en instance cantonale unique des affaires concernant les assurances complémentaires à l'assurance obligatoire des soins, soit des procédures civiles n'ayant que peu de lien avec le droit social. Six dossiers de ce type ont été enregistrés au cours de l'année.

**II.**

**Rapport des  
tribunaux de district**

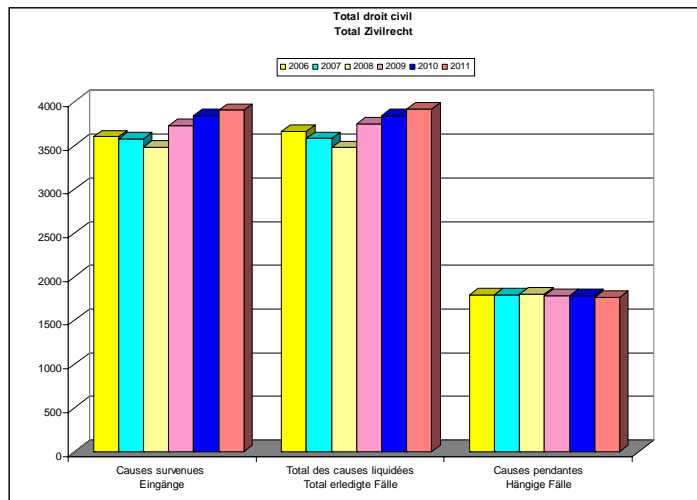


**(statistiques p. 66 ss)**

L'année 2011 consacre l'entrée en vigueur des codes de procédures fédéraux. S'y ajoute, pour le canton du Valais notamment, la nécessité d'introduire une double instance cantonale en matière civile ; soit la possibilité pour le justiciable de contester le jugement rendu en première instance devant l'autorité cantonale de recours.

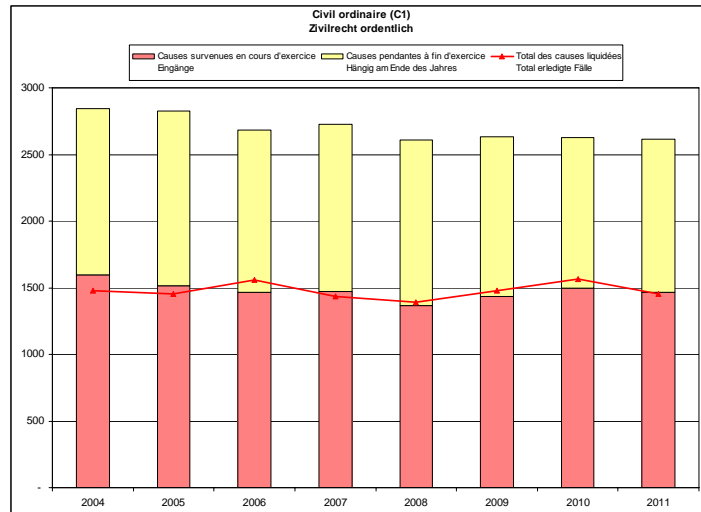
En l'absence d'un bilan quant aux conséquences de l'introduction des nouveaux codes fédéraux sur la charge de travail liée, on peut déjà souligner que les incertitudes inhérentes à l'interprétation de la législation fédérale et les changements de pratiques qu'elle impose ont aussi pesé sur l'activité quotidienne des tribunaux.

La nouvelle procédure et la nouvelle organisation judiciaire ont des incidences sur l'activité de secrétariat. A titre d'exemples, on citera l'obligation d'impartir un double délai d'avance en procédure de mainlevée (6679 dossiers en 2011), l'augmentation du nombre de débats en matière civile - liée à l'introduction de la double instance - ou encore l'administration plus fréquente de preuves en matière pénale. Cette augmentation des tâches n'a été que très partiellement compensée par l'augmentation du personnel de chancellerie, dans certains tribunaux.

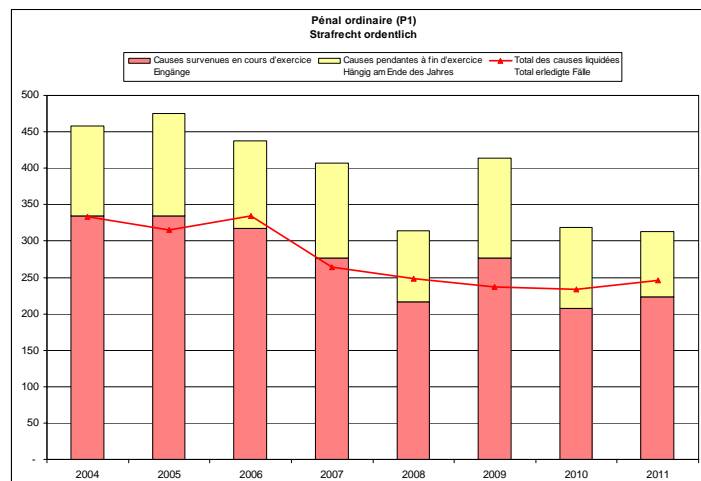


En matière civile, il y a lieu de relever une légère baisse (-2 %) du nombre des causes ordinaires C1 enregistrées en 2011 (1464 contre 1497 en 2010), alors que les autres causes C2 ont globalement augmenté (+4 %) en 2011 (2439 contre 2343 en 2010). Ces variations traduisent sans doute le fait qu'un certain nombre de contestations civiles, définitivement tranchées, sont dorénavant enregistrées en C2 (procédures dites des cas clairs). Il n'en demeure pas moins que la disparition des compétences de recours anciennement attribuées aux tribunaux de district (contre les prononcés des juges de commune ou des chambres pupillaires) et, surtout, la disparition de la procédure incidente, ont vraisemblablement été compensées par

une augmentation réelle du nombre des dossiers C2. Le stock des affaires civiles pendantes en fin d'année est cependant resté stable (1130 causes C1 en 2010 et 1149 en 2011 ; 651 causes C2 en 2010 et 617 en 2011), essentiellement grâce à une augmentation globale du nombre de dossiers liquidés en 2011 (1456 causes ordinaires C1 ; 2464 autres causes C2) par rapport à 2010 (1564 causes C1 ; 2277 causes C2).



Sur le plan pénal, le nombre de nouvelles affaires a augmenté de près de 7 % (223 dossier P1 en 2011 contre 208 en 2010), alors que le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2011 (90) est plus bas (-20 %) qu'au 31 décembre 2010 (111), ce qui traduit une augmentation de plus de 5 % du nombre d'affaires traitées en 2011 (246 en 2011 ; 233 en 2010).



Le nombre de nouvelles demandes de mainlevée a diminué en 2011 (6679 contre 7201 en 2010), contrairement au nombre de nouvelles faillites, qui accuse une très légère hausse (1768 contre 1755 en 2010). Par contre, le nombre de prononcés de faillite a baissé de plus de 15 % (284 faillites prononcées en 2011, contre 336 en 2010), ce qui, rapproché de la baisse du nombre de mainlevées (-7 %), constitue un signe plutôt positif. Il faut toutefois signaler une augmentation du nombre de plaintes en 2011 (94 contre 67 en 2010) et particulièrement de plaintes admises (24 contre 10 en 2010).

Parmi les évènements marquants de l'année 2011, il faut relever, en particulier, la réorganisation de la collaboration entre les tribunaux des districts de Martigny/St-Maurice et Entremont, puisque, si le juge du district de l'Entremont a conservé tous les dossiers qui lui avaient été attribués jusqu'à fin 2010, en qualité de juge suppléant de Martigny/St-Maurice, il n'en a - presque - plus pris de nouveaux en 2011. Pour rappel, depuis 1992, le juge de l'Entremont fonctionne comme juge suppléant « permanent » du tribunal des districts de Martigny et de St-Maurice, tâche qui pouvait représenter jusqu'à 50 % de son activité. L'augmentation de la charge de travail induite par l'entrée en vigueur des codes de procédure fédéraux et la double instance civile ne lui permettent actuellement plus d'apporter une aide d'une telle ampleur à un autre tribunal.

Enfin et plus globalement, les tribunaux de district, comme la plupart des instances judiciaires cantonales, ont eu à travailler dans le bruit et la poussière des travaux rendus nécessaires par l'aménagement de nouveaux locaux. Si ces travaux ont été diversement vécus, on ne relèvera cependant pas de problème majeur qui devrait persister au-delà de 2011.

### III.

## Rapport du tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures



## 1. Généralités

Au début 2011, le nouveau tribunal des mesures de contrainte et de l'application des peines et mesures a commencé son activité.

En effet, la loi sur l'organisation de la Justice (LOJ) a institué, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, deux nouveaux tribunaux (art. 6 LOJ) : le tribunal des mesures de contrainte (TMC ; art. 6 al. 1 let. d et 12 al. 1 LOJ) et le tribunal de l'application des peines et mesures (TAPEM ; art. 6 al. 1 let. e et 12 al. 2 LOJ). Ces deux nouvelles juridictions sont regroupées en une seule structure administrative (art. 12 al. 4 LOJ), avec siège à Sion (art. 12 al. 1 et 2 LOJ), au palais de justice.

Les trois magistrats à plein temps nommés par le Tribunal cantonal en qualité de juges auprès du TMC/TAPEM fonctionnent indifféremment en qualité de juge des mesures de contrainte ou de juge de l'application des peines et mesures (art. 12 al. 4 LOJ). Ils statuent dans la composition du juge unique (art. 12 al. 1 et 2 LOJ). Deux de ces magistrats sont de langue française, le troisième de langue allemande.

En outre, le Tribunal cantonal a désigné le juge des mesures de contrainte comme juge spécialisé compétent pour traiter les recours contre des décisions de placement à des fins d'assistance au sens des articles 397 *ass* CC. Il a aussi nommé le juge germanophone en qualité de juge suppléant auprès du tribunal des mineurs, aux fins de rendre des ordonnances pénales à l'encontre de mineurs en matière de circulation routière.

## 2. Activité du tribunal des mesures de contrainte (TMC) (stat. p. 76)

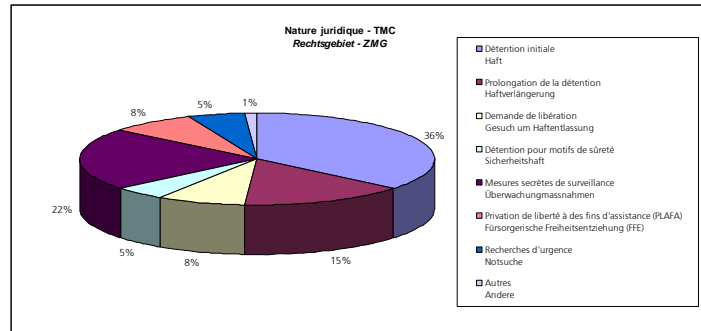
Une des innovations majeures du CPP a été l'institution du TMC (art. 18 CPP). Celui-ci exerce toute une série de compétences en relation avec l'activité du Ministère public, dans des conditions de collaboration qui se sont révélées très positives durant l'exercice écoulé.

L'activité principale du TMC est celle qu'il déploie en matière de détention provisoire (art. 220 *ss* CPP). Cela représente 401 dossiers, dont 224 décisions de mise en détention initiale. Elle est très astreignante, car le CPP impose des délais stricts (ce ne sont pas des délais d'ordre) et courts pour le traitement de ces dossiers. Par exemple, la détention initiale doit être impérativement prononcée dans les 48 heures après transmission de la requête par le Ministère public ; d'où la nécessité d'assurer un service de piquet 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365. Pour les autres décisions en matière de détention, les délais sont plus longs (soit 5 jours après la fin de l'instruction). Si ces délais ne sont pas respectés, la détention devient illégale, engage la responsabilité de l'Etat et ouvre la voie à un dédommagement du prévenu.

La seconde catégorie de cas traités par le TMC concerne les mesures secrètes de surveillance (art. 269 *ss* CPP). Le TMC est en effet désormais compétent pour autoriser de telles mesures ordonnées par le Ministère public. Il s'agit essentiellement des



écoutes téléphoniques. 135 dossiers de ce type ont été traités en 2011. Pour ces affaires, le délai de traitement imposé par le CPP est court puisqu'il est de 5 jours.

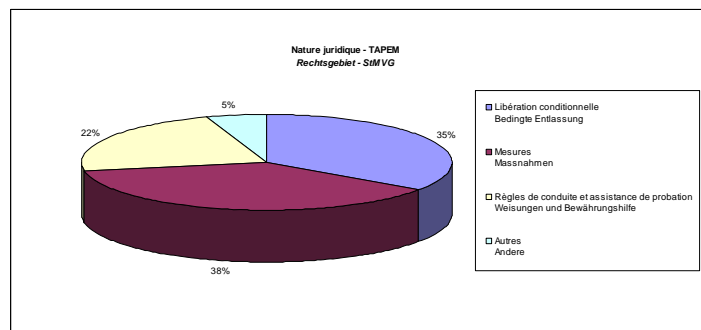


### 3. Activité du tribunal de l'application des peines et mesures (TAPEM) (statistiques p. 77)

Le TAPEM a repris l'activité des trois offices régionaux du juge de l'application des peines et mesures (OJAP) qui ont fonctionné de 2007 à 2010. Font exception à cette règle les décisions ultérieures visées par l'article 363 al. 2 CPP, ce qui concerne surtout les ordonnances pénales rendues par le Ministère public, qui en assume désormais l'exécution.

Néanmoins, l'activité du TAPEM a été, en volume, égale à celle déployée par le passé par les OJAP (2008 : 118 dossiers / 2009 : 115 dossiers / 2010 : 116 dossiers / 2011 : 117 dossiers). Il s'agit (1°) des dossiers de libération conditionnelle des peines privatives de liberté, (2°) de contrôle annuel des mesures thérapeutiques institutionnelles, des traitements ambulatoires ou des internements, et enfin (3°) des violations de règles de conduite et de soustraction à l'assistance de probation.

Force est de constater que la liquidation de ces dossiers ne peut, en l'état, que difficilement obéir aux critères de qualité et de rapidité souhaités, tant dans l'intérêt de la société (notamment en termes de prévention de la récidive) que des condamnés (en vue d'une meilleure resocialisation). Lié à l'aspect prioritaire du traitement à accorder aux dossiers de mesures de contrainte, ce phénomène constitue une source de préoccupation majeure des juges du TMC/TAPEM, soucieux d'éviter tout faux pas pouvant conduire à l'irréparable, comme cela s'est produit récemment en Suisse allemande (affaire « Lucie »).



#### **4. Autres activités juridictionnelles des juges du TMC/TAPEM**

Les juges du TMC/TAPEM exercent encore d'autres compétences, que l'on peut qualifier d'« annexes ».

Il s'agit d'abord d'une activité du TMC relevant du droit civil, à savoir le traitement des recours déposés contre des privations de liberté à des fins d'assistance (PLAFA ; art. 397a ss CC). Cela a représenté 36 cas en 2011. Seuls 10 ont finalement donné lieu à une décision. Dès 2013, dans la foulée de la révision du droit fédéral de la protection de l'adulte, les juges du TMC devront statuer dans les 5 jours à la suite du dépôt de recours (art. 450e al. 5 nCC).

Par ailleurs, le juge de langue allemande, qui est aussi juge suppléant du juge des mineurs pour liquider par ordonnance pénale des infractions en matière de circulation routière commises par des mineurs, a rendu en 2011 22 ordonnances pénales.

Enfin, les juges du TMC sont compétents pour autoriser les recherches d'urgence (art. 3 LSCPT) ordonnées par le Ministère public au moyen de la localisation d'un téléphone cellulaire, aux fins de retrouver une personne disparue. Sur ce point, il a fallu combler par voie de jurisprudence une lacune de la législation valaisanne qui a omis de désigner l'autorité judiciaire avalisant ces mesures, comme l'exige le droit fédéral (art. 3 al. 4 LSCPT). Cette activité a porté sur 33 cas.

#### **5. Remarques finales**

On retirera deux enseignements majeurs de l'exercice 2011. Premièrement, le TMC/TAPEM exerce une activité cruciale pour le bon fonctionnement de ses trois interlocuteurs principaux que sont le Ministère public, les établissements pénitentiaires valaisans et la section de l'exécution des peines et mesures en milieu ouvert du DSSI. Deuxièmement, la dotation en personnel du TMC/TAPEM mérite un suivi attentif.

# IV.

## Rapport du tribunal des mineurs



## 1. Statistiques (p. 80 ss)

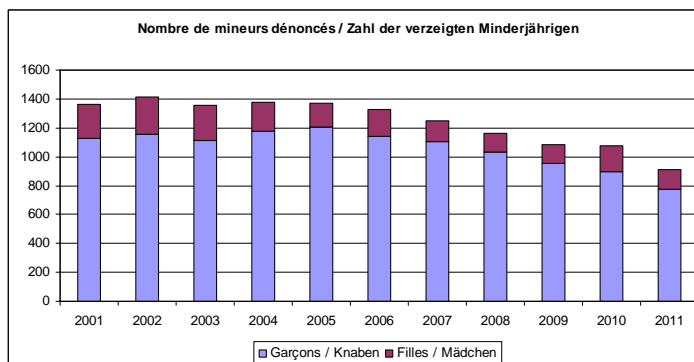
### a) Dénonciations

Le chiffre des dénonciations parvenues au tribunal des mineurs en 2011 a connu une baisse, passant de 1077 en 2010 à 910. Hormis les infractions contre l'intégrité sexuelle (18 en 2011 et 7 en 2010) et celles relatives à la violation de la loi fédérale sur la circulation routière (LCR) découlant des nouvelles compétences des juges des mineurs en matière de contraventions à cette loi (242 en 2011 et 149 en 2010), toutes les autres formes d'infractions ont subi une baisse conséquente. Le pourcentage des filles a quelque peu diminué en 2011, passant de 16,90 % l'année précédente à 14,88 %.

La baisse du nombre de causes concerne essentiellement le Valais central, en particulier les districts de Sion et de Conthey. Il n'est pas possible, en l'état, d'expliquer la raison de cette baisse, que la plupart des tribunaux des mineurs de Suisse ont du reste connue. La mise en œuvre du nouveau code de procédure pénale engendrant des tâches administratives plus lourdes, le manque de disponibilité des forces de police occupées à des activités diverses, voire d'autres facteurs, expliquent peut-être cette diminution du nombre de dossiers.

Le report des causes au 31 décembre 2010 s'élevait à 191, de sorte que le nombre de causes durant l'année 2011 est de 1101 (191 + 910). A la fin décembre 2011, les juges avaient liquidé 885 causes, les causes pendantes au 1<sup>er</sup> janvier 2012 s'élevant, par conséquent, à 216 (1101 - 885). Les causes encore pendantes comprennent celles entrées en seconde partie de l'année 2011 et celles non encore liquidées en raison de mesures éducatives ou de placement toujours en cours.

Durant l'année 2011, les juges des mineurs ont rendu 68 ordonnances de dessaisissement. Ce chiffre est également inférieur à celui de l'année précédente (108) et reflète, toute proportion gardée, l'évolution de la baisse générale des dossiers.



## b) Particularités

Les détentions provisoires avant jugement ont nettement augmenté en 2011, passant de 102 jours en 2010 à 197 jours en 2011. Ce chiffre s'explique avant tout par la nécessité d'isoler certains jeunes prévenus durant des enquêtes complexes. Les placements provisoires en établissement ouvert ont connu une certaine stabilité (27 en 2010 contre 23 en 2011). Il n'y a eu, en 2011, que 2 placements provisoires en établissement fermé (4 en 2010). Le nombre de mesures d'assistance personnelle prononcées dans le cadre de l'instruction a fortement diminué par rapport à celui de l'année précédente (20 contre 48 en 2010). Les mesures d'assistance personnelle revêtent une importance particulière pour les jeunes en difficulté, leur permettant d'éviter parfois la mesure plus drastique du placement.

S'agissant des sanctions, les prestations de travail ou sous d'autres formes ont toujours la faveur des juges, même si ceux-ci en ont moins décidé en 2011 (233 contre 322 en 2010). La plupart des tribunaux de mineurs, en Suisse, sont toujours d'avis que ces prestations demeurent l'une des sanctions les mieux adaptées pour permettre aux jeunes ayant commis des infractions de se racheter et de s'amender en prenant conscience de leurs fautes et en retrouvant leur place dans la société. Par ailleurs, les prestations personnelles sont en général bien acceptées par les auteurs d'actes délictueux lorsqu'elles sont conçues intelligemment. Le nombre des amendes est demeuré stable (206 contre 202 en 2010). Les peines privatives de liberté (avec et sans sursis) ont diminué presque de moitié, passant de 120 en 2010 à 64. En revanche, il y a eu en 2011 23 révocations de sursis contre 10 en 2010.

Durant l'année 2011, les juges ont principalement statué en instance unique, le Tribunal des mineurs (cour à 3 juges) ayant siégé à 12 reprises pour des affaires présentant un degré de complexité et de gravité plus important que celui des causes ordinaires. La diminution du nombre de causes jugées par le Tribunal des mineurs s'explique par le fait que de nombreuses causes de ce genre avaient été tranchées en fin d'année 2010, avant l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin). Quatre oppositions à des ordonnances pénales et un appel ont été déposés en 2011. Le 24 novembre 2011, le Tribunal fédéral a admis un recours en matière pénale contre un jugement du Tribunal des mineurs.

Le nouveau droit pénal des mineurs (DPMIn), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, a introduit la possibilité d'user de la médiation. Les juges ont utilisé cette voie dans 41 cas s'y prêtant particulièrement, ce qui constitue une augmentation très significative par rapport à l'année 2010 (9 cas). Cette augmentation est de bon augure dans la perspective d'une introduction de la médiation étatisée, dont le projet de loi se trouve actuellement sur le bureau du Conseil d'Etat avant d'être soumis au Grand Conseil. Il y a lieu, à cet égard, de se référer aux excellentes expériences effectuées dans le canton de Fribourg, lequel a été un pionnier dans le domaine de la médiation étatisée et dont les effets sont très concluants à ce jour.

## **2. Application du nouveau droit pénal des mineurs et visions futures**

L'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la PPMin a été génératrice de changements dans la justice des mineurs. Les juges, le greffe et le secrétariat ont dû se charger de tâches nouvelles découlant notamment de l'institution de la partie civile (inconnue jusqu'alors), de l'intervention systématique du Ministère public, de l'accès facilité et obligatoire à un avocat, des requêtes au tribunal des mesures de contrainte et des nouvelles compétences des juges du tribunal des mineurs en matière d'opposition à une ordonnance pénale rendue par un tribunal de police et en matière de contraventions à la LCR. La tâche principale a été l'élaboration des nouvelles formules informatiques afin de les rendre conformes au nouveau droit. Cette opération a mobilisé les forces de deux juges et de plusieurs greffières durant un laps de temps considérable. Il ne reste plus, aujourd'hui, qu'à affiner le produit en fonction des expériences effectuées.

On peut dire que l'année 2011 a été une année de transition et d'expérimentation dans l'application du nouveau droit. Tout n'est pas encore parfait et certains aspects de ce droit devront encore être soumis à réflexion, notamment en ce qui concerne la manière de traiter la partie civile dans le procès.

Le tribunal a déménagé au début du mois de juillet 2011 pour prendre place au 2<sup>e</sup> étage du bâtiment de La Glacière, à Sion, à un jet de pierre de son ancien emplacement. Il dispose de locaux spacieux et confortables, parfaitement adaptés à la tâche qui lui est dévolue.

# An den Staatsrat des Kantons Wallis

Sehr geehrter Herr Präsident

Sehr geehrte Frau Staatsrätin

Sehr geehrte Herren Staatsräte

Gestützt auf Artikel 61 der Kantonsverfassung beehren wir uns, Ihnen zuhanden des Grossen Rates den Bericht des Kantonsgerichts über die Rechtspflege durch das Kantonsgericht, die Bezirksgerichte, das Zwangsmassnahmen- sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgericht und das Jugendgericht für das Jahr 2011 zu übermitteln.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Frau Vize-Präsidentin und sehr geehrte Herren Staatsräte, unserer vorzüglichen Hochachtung und empfehlen Sie samt uns dem Machtschutz Gottes.

Sitten, März 2012

Im Namen des Kantonsgerichts

Der Präsident  
Jean-Bernard Fournier

Der Generalsekretär  
Walter Lengacher





*I.*

*Bericht des  
Kantonsgerichts*



## 1. Allgemeines

### a) Präsidium und Verwaltungskommission

In der Mai Session 2011 hat der Grosse Rat Jean-Bernard Fournier zum Präsidenten und Jean-Pierre Derivaz zum Vizepräsidenten des Kantonsgerichts gewählt. Nach Gesetz fällt ihnen damit auch das Amt des Präsidenten und des Vizepräsidenten der Verwaltungskommission zu, in welcher Kantonsrichter Dr. Lionel Seeberger als Mitglied Einsitz nimmt.

### b) Personelle Veränderungen an den Gerichten

Neben dem üblichen Neubesetzen von vakant gewordenen Posten nahm das Kantonsgericht im Zusammenhang mit dem Inkrafttreten der Justizreform des Bundes auf den 1. Januar 2011 diverse Reorganisationen und Ernennungen vor, die im Vorjahresbericht aufgeführt sind.

- Am 1. Mai 2011 begann Dominic Lehner seine Tätigkeit als Gerichtsschreiber am Bezirksgericht Visp, um die Nachfolge von Christoph Walpen anzutreten, der auf Ende Mai 2011 in den Ruhestand trat.
- Anne-France Cheseaux Cardoso übernahm am 1. September 2011 die neu geschaffene 50 %-Stelle einer wissenschaftlichen Mitarbeiterin am Generalsekretariat, insbesondere um einen Teil der mit der Justizreform zusammenhängenden neuen Aufgaben zu erfüllen.
- Ebenfalls am 1. September 2011 trat Catherine de Roten ihr neues Amt als Substitutin bei der Staatsanwaltschaft Mittelwallis an. Ihre Nachfolgerin als Gerichtsschreiberin am Bezirksgericht Sitten wurde Michèle Fellay.
- Am 31. Oktober 2011 beendeten Jean-Grégoire de Chastonay und Catherine Darbellay ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiber am Bezirksgericht Siders. Ersterer ging in Pension, letztere wollte sich beruflich neu orientieren. Sie wurden ersetzt durch Cynthia Christen, die ihre Tätigkeit am 1. Oktober 2011 aufnahm und durch Florine Jardin, die ihre Stelle anfangs November 2011 antrat.
- Beim Jugendgericht traten Fabienne Salzmänn auf Ende Oktober 2011 als Beisitzerin und Katja Schwery auf Ende November 2011 als Ersatzrichterin zurück. Ihre Ämter gingen am 1. Dezember 2011 an Nicole Zurbriggen Bucher und Julie Voide.
- Josy Kuonen, Gerichtsschreiberin an der Zivil- und Strafabteilung, trat Ende November 2011 in den Ruhestand. Ihre Stelle wurde von Dr. Rochus Jossen, bisher Gerichtsschreiber an der öffentlich-rechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts, übernommen und seine Stelle wiederum von Nadja Schwery.
- Auf den 1. November wurde Bénédicte Airiau als Gerichtsschreiberin an der Zivil- und Strafabteilung des Kantonsgerichts angestellt, um die langjährige "Doyenne" der Kantonsgerichtsschreiber Ambre Veuillet abzulösen, die Ende 2011 in Pension ging.

- Am 31. Dezember 2011 verliess Michel Dupuis nach 25 Jahren Tätigkeit als Bezirksrichter, wovon gegen zwei Jahrzehnte als Doyen, das Bezirksgericht Monthey. In seiner Funktion als Doyen wurde er abgelöst von Bezirksrichter Claude Vuadens und in seiner Funktion als Richter von Camille Rey-Mermet. Michel Dupuis brachte seine Erfahrungen als selbständiger Anwalt ins Richteramt ein. Als einer der letzten sogenannten Instruktionsrichter befasste er sich als Bezirksrichter bis 1987 auch noch mit der Strafuntersuchung. Er war ein pragmatischer Richter, ausgesprochen lösungsorientiert, mit der Gabe zu erkennen, wo der Vergleich dem Urteil vorzuziehen ist. Michel Dupuis hat sich stets als unabhängiger und kritischer Geist hervorgetan. Das Kantonsgericht dankt ihm bestens für seine Arbeit und seinen Einsatz im Interesse der Walliser Justiz und wünscht ihm alles Gute und viel Erfolg für seine neuen Vorhaben.
- Zusammen mit Michel Dupuis kündigte auf Ende 2011 auch Florence Baillif Métrailler als Gerichtsschreiberin zu 50 % am Bezirksgericht Monthey, um als selbständige Anwältin tätig zu werden. Ihren Posten wird künftig Viviane Premand innehaben.
- Ebenfalls auf das Jahresende 2011 hat Andreas Seitz seine Tätigkeit als Gerichtsschreiber am Bezirksgericht Brig, Östlich-Raron und Goms aufgegeben, um die Funktion des Staatsanwalts an der Staatsanwaltschaft Oberwallis auszuüben. Sein Nachfolger am Bezirksgericht Brig, Östlich-Raron und Goms ist Silas Providoli.

### **c) Personalfragen**

Die Justizreform hat einen erheblichen Mehraufwand zur Folge, im Wesentlichen für die erstinstanzlichen Gerichte, in bescheidenem Umfang aber auch für das Kantonsgericht.

Im Bereich der Rechtsprechung im engeren Sinne trug der Grosse Rat dem mit seinem Beschluss vom 11. März 2010 Rechnung und erhöhte die Zahl der Richter- und Gerichtsschreiberposten insgesamt um 10,5 Einheiten. Davon wies das Kantonsgericht acht Posten den Bezirksgerichten und 1,5 Posten dem Zwangsmassnahmen sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgericht zu. Acht Stellen wurden mit französischsprachigen und 1,5 Stellen mit deutschsprachigen Juristen besetzt. Ein Posten wurde als "greffier/juge itinérant" ausgeschrieben, konnte aufgrund des ausgetrockneten Marktes bisher aber nicht besetzt werden. Ob diese Verstärkung des Richter- und Gerichtsschreiberkollegiums genügend ist, kann im jetzigen Zeitpunkt noch nicht beurteilt werden. Fest steht, dass die Arbeitslast an den einzelnen Gerichten nach wie vor hoch ist.

Die Schaffung von neuen Richter- und Gerichtsschreiberposten in den Jahren 2002 bis 2009, ohne gleichzeitig die Sekretariate aufzustocken, hat für sich allein schon zu einem Mangel an administrativem Personal geführt. Die Kreierung des Zwangsmassnahmen- sowie des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts, die obige Aufstockung der juristischen Einheiten an den bestehenden erstinstanzlichen Gerichten auf den 1. Januar 2011 sowie die Einrichtung eines Empfangs im Justiz-

gebäude in Sitten haben zu einem zusätzlichen Bedarf an administrativem Personal geführt. Das Kantonsgericht hat diesen auf insgesamt acht Stellen berechnet und folgerichtig im Rahmen des Budgets 2011 auch geltend gemacht. Davon wurden für das Jahr 2011 lediglich drei und für das Jahr 2012 nur ein zusätzlicher Posten bewilligt. Vier Posten fehlen nach wie vor.

Der permanente Mangel an administrativem Personal beeinträchtigt den Gerichtsbetrieb. Die administrative Bearbeitung der Dossiers wird verlangsamt. Richter und Gerichtsschreiber sehen sich veranlasst, administrative Aufgaben auszuführen, was zu Lasten ihrer eigentlichen Aufgaben geht. Hier ist dringend das notwendige Personal zur Verfügung zu stellen.

Die meisten kantonalen Gerichtsorganisationen verfügen heute über eine eigene Justizverwaltung mit einem Generalsekretär bzw. Justizverwalter und einem Stellvertreter. Im Kanton Wallis ist der Posten des Generalsekretärs 2003 durch Umwandlung eines bestehenden Postens entstanden. Die Schaffung der Funktion eines Stellvertreters hingegen wird vom Kantonsgericht seit Jahren immer wieder verlangt, bisher leider ohne Erfolg. Dies mit der Folge, dass bei Abwesenheit des Generalsekretärs, abgesehen von Ausnahmen, niemand da ist, der seine Aufgaben übernimmt und dass der Wissenstransfer bei einer unvorhergesehenen Nachfolge nicht sichergestellt ist.

Mit dem Inkrafttreten des Gesetzes über das Personal des Staates Wallis vom 19. November 2010 auf den 1. Juli 2011 hat der Kanton Wallis den Beamtenstatus aufgegeben. Da dieses Gesetz gestützt auf Artikel 31 und 41 des Gesetzes über die Rechtspflege vom 11. Februar 2009 analog auch auf die Gerichtsschreiber und auf das administrative Personal Anwendung findet, entfiel der Beamtenstatus auch für diese. Das Statut der Justizmagistrate hingegen wurde von dieser Gesetzgebung nicht berührt.

#### **d) Die Umsetzung der Justizreform**

Die Umsetzung der Justizreform, die auf den 1. Januar 2011 in Kraft getreten ist, erfolgte ohne nennenswerte Schwierigkeiten.

Richter und Gerichtsschreiber hatten sich rechtzeitig mit dem neuen Recht und dessen Anwendung vertraut gemacht, so dass die Rechtsprechung nach altem und nach neuem Recht praktisch nahtlos ineinander überfloss.

Dank umfangreichen Vorbereitungsarbeiten konnte die Justizreform auch in organisatorischer Hinsicht im Grossen und Ganzen reibungslos umgesetzt werden. So verlief beispielsweise die Ausgliederung der Untersuchungsämter, um diese mit der ehemaligen Staatsanwaltschaft zur neuen Staatsanwaltschaft zusammenzuführen, ohne nennenswerte Probleme.

Die Bereitstellung der erforderlichen Lokalitäten hingegen erfolgte nicht überall rechtzeitig auf die Einführung der neuen Gerichtsorganisation. So sind die Umbauten im Justizgebäude in Sitten, die auf Verlangen des Kantonsgerichts Ende Oktober 2010 hätten beendet sein sollen, heute noch nicht ganz abgeschlossen. Diese Verzögerungen führten zu beachtlichen Störungen des Gerichtsbetriebs sowie zu erheblichen Mehrauslagen und Mehraufwand, die grösstenteils vermeidbar gewesen wären.

Ob die Justizreform sich bewährt, wird sich zeigen. Gewisse Stärken, aber Schwächen sind in der Tendenz erkennbar, sie zu beurteilen wäre allerdings zu früh.

### **e) Gesetzgebung**

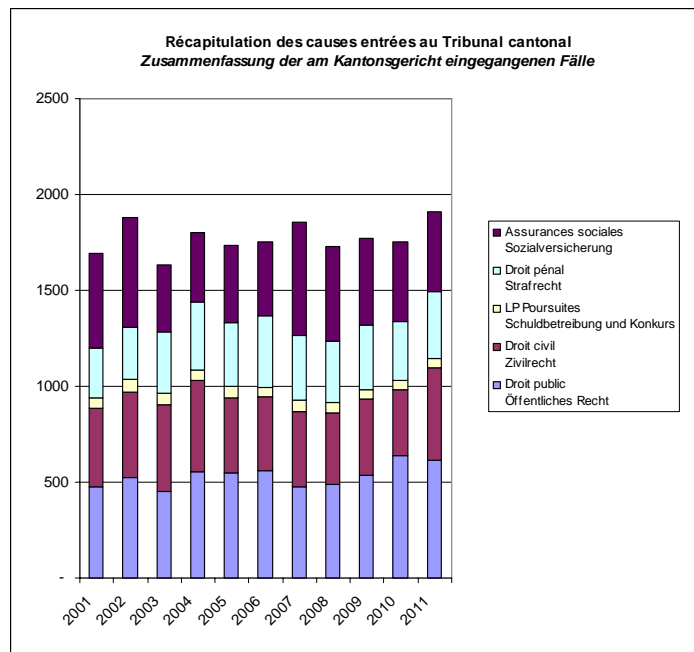
Früher konnten die Entscheide der Vormundschaftsbehörden beim Bezirksrichter angefochten werden, seit dem 1. Januar 2011 ist das Kantonsgericht an seiner Stelle Beschwerdeinstanz. Diese Lösung vermag nicht zu überzeugen. Der Bezirksrichter ist regelmässig mit den Verhältnissen vor Ort besser vertraut und darum auch besser in der Lage zu prüfen, ob das in diesem Rechtsgebiet oftmals recht grosse Ermessen von der Vormundschaftsbehörde richtig angewandt worden ist und zu einem Urteil oder einem Vergleich zu gelangen, der diesen Verhältnissen Rechnung trägt.

Im Wallis oblag die Beurteilung von Streitigkeiten aus der Zusatzversicherung zur Krankenversicherung bis Ende 2010 dem Zivilrichter, wobei je nach Streitwert erstinstanzlich der Bezirksrichter oder das Kantonsgericht zuständig war. Neu befindet über diese Streitigkeiten das Kantonsgericht und innerhalb des Kantonsgerichts die sozialversicherungsrechtliche Abteilung als einzige kantonale Instanz und es ist die Schweizerische Zivilprozessordnung anwendbar (Art. 2 Verordnung zur Bezeichnung der Behörden und Verfahren im Krankenversicherungswesen vom 13. März 1996). Beurteilt die sozialversicherungsrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts sowohl Streitigkeiten aus der Grundversicherung als auch solche aus der Zusatzversicherung, so sollte beide Male das gleiche Verfahren anwendbar sein. Dies ist der Fall, wenn Artikel 2 Absatz 2 der obigen Verordnung gestrichen wird.

Die Unabhängigkeit der dritten Gewalt setzt voraus, dass diese sich nicht nur in der Rechtsprechung Beeinflussungen von aussen entziehen kann, sondern auch, dass sie über eigene Mittel verfügt sowie über eine unabhängige eigene Justizverwaltung. Ob die Vorschrift von Artikel 1 Absatz 2 des Gesetzes betreffend die Gehälter der Gerichtsbehörden und der Vertreter der Staatsanwaltschaft vom 10. September 2010 diese Unabhängigkeit anerkennt, scheint fraglich. Sieht diese doch vor, dass die Gerichte die Klassierung der Posten ihres administrativen Personals nur vornehmen dürfen, nachdem dies der von der Exekutive eingesetzten und dieser verantwortlichen Klassifizierungskommission zur Vernehmlassung unterbreitet worden ist. Das Kantonsgericht ist der Auffassung, dass diese Auflage im Gesetz zu streichen ist.

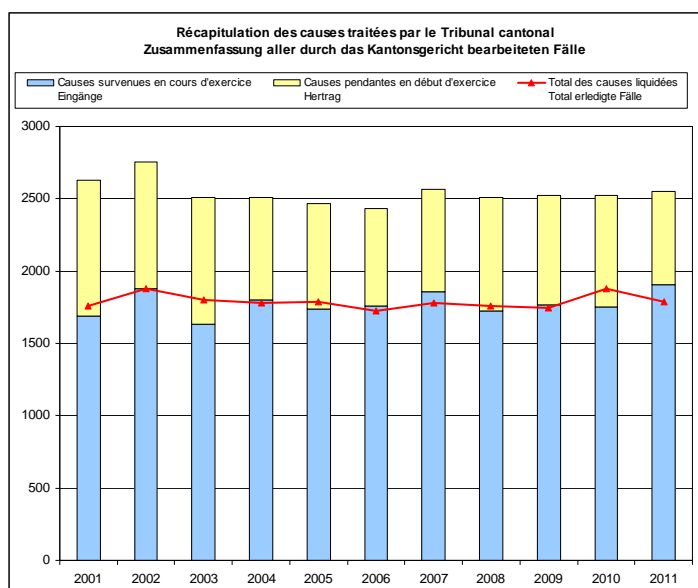
## f) Eingänge und Erledigungen (Statistiken auf S. 60 ff.)

Im Jahr 2011 sind beim Kantonsgericht 1909 Fälle eingegangen. Dies sind fast 9 % oder 154 Fälle mehr als im Vorjahr, wobei die Veränderungen innerhalb der verschiedenen Rechtsgebiete nicht wesentlich sind, wenn man vom den Zivilfällen absieht, bei denen die Eingänge erheblich zugenommen haben (138 Fälle oder 40 %).



Die Anzahl der erledigten Fälle ist insgesamt von 1877 im Jahr 2010 auf 1786 im Jahr 2011 gesunken, hat sich aber je nach Bereich unterschiedlich entwickelt. Im Zivilrecht haben die erledigten Fälle gegenüber dem Vorjahr um 17 % (76 Fälle) und im Sozialversicherungsrecht um 16 % (75 Fälle) abgenommen. Im Strafrecht wurden 16 % (50 Fälle) mehr erledigt. Im öffentlichen Recht und im Schuldbetreibungs- und Konkursrecht blieben die Erledigungen in etwa im Bereich des Vorjahres.

Der Rückgang bei den Erledigungen liegt insbesondere darin begründet, dass das Kantonsgericht im Jahr 2011 nicht mehr auf die sieben Aushilfsgerichtsschreiber zurückgreifen konnte, die ihm für das Jahr 2010 für den Abbau der hängigen Zivilfälle zur Verfügung standen.



Aufgrund der Zunahme der Eingänge von 1755 (2010) auf 1909 (2011) und der Abnahme der Erledigungen von 1877 (2010) auf 1786 (2011) ist die Anzahl der hängigen Verfahren Ende 2011 gegenüber dem Vorjahr um 123 Dossiers auf 762 angestiegen.

#### **g) Beschwerden ans Bundesgericht (Statistiken auf S. 64)**

Von den 1786 im Verwaltungsjahr erledigten Fällen wurden 264 vor dem Bundesgericht angefochten. Der oberste Gerichtshof hat 268 Beschwerden behandelt und davon 47 ganz oder teilweise gutgeheissen. Dies entspricht 2,6 % der insgesamt am Kantonsgericht beurteilten Fälle, was im schweizerischen Vergleich als gutes Ergebnis gewertet werden kann.

#### **h) Disziplinaritätigkeit**

Das Kantonsgericht hat im Berichtsjahr keine Disziplinarverfahren eingeleitet oder disziplinarische Massnahmen getroffen.

#### **i) Ausblick**

Erfahrungsgemäss sind die Statistiken des ersten Jahres nach einer Justizreform nicht repräsentativ, selbst wenn erste Tendenzen erkennbar sind. Es ist darum verfrüht, die auf den 1. Januar 2011 in Kraft gesetzte Justizreform und deren Auswirkungen zu beurteilen. Es gilt, das Ende des laufenden Jahres abzuwarten, um feststellen zu können, welche Entwicklungen sich bestätigen und welche nicht.

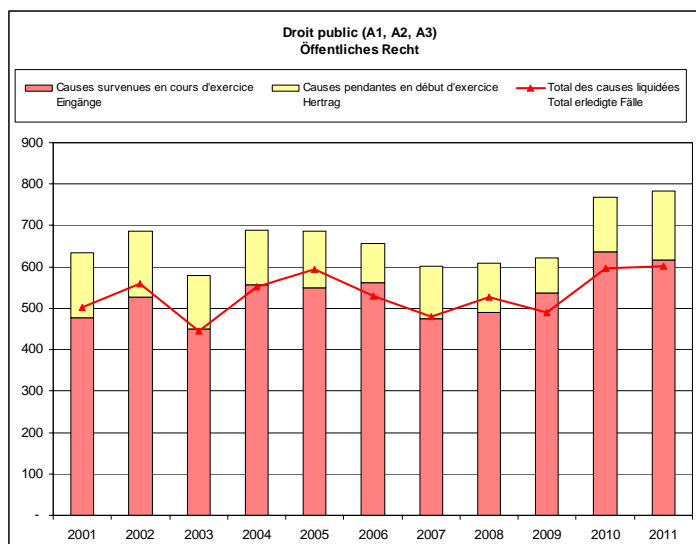
## 2. Öffentlichrechtliche Abteilung (Statistiken auf S. 60 ff.)

Das vergangene Jahr führte bei der öffentlichrechtlichen Abteilung zu einem Rekord an neu eingegangenen Fällen. Die Anzahl Verwaltungsgerichtsbeschwerden (A1-Fälle) betrug 292, gegenüber 267 im Jahre 2010 und 230 im Jahre 2005. Diese Zunahme, die in den französisch- und in den deutschsprachigen A1-Dossiers etwa gleich gross war, betraf alle Gebiete des öffentlichen Rechts, am meisten jedoch das Bau- und Raumplanungsrecht, das öffentliche Beschaffungsrecht und eine Anzahl Fälle im Zusammenhang mit der Realisierung einer Strassenkorrektur. Dank des stetigen Einsatzes aller Mitarbeiter konnten innerhalb wenig längerer Fristen als bisher mehr Fälle (260 gegenüber 240 im Vorjahr) erledigt werden, womit prozentual die erledigten Fälle (8 %) nur unwesentlich unter den neueingegangenen (9 %) liegen. Der Übertrag auf das Jahr 2012 hingegen ist um 26 % gestiegen, denn zum Jahresbeginn waren 152 Fälle hängig (gegenüber 120 im Jahre 2010 und ungefähr 100 in den vorangegangenen Jahren), was einem Arbeitsaufwand von sechs Monaten entspricht. Die hauptsächlich Zwangsmassnahmen betreffenden A2-Fälle haben zwar leicht abgenommen (302 gegenüber 312 im Vorjahr), doch ist die Anzahl dieser Fälle, die praktisch alle eine Einvernahme und einen gleichentags zu fällenden Entscheid erfordern, immer noch sehr hoch. Die Anzahl der Berufungen gegen administrative Strafentscheide (A3-Fälle) ist wegen der neuen Zuständigkeitsregelung in der schweizerischen Strafprozessordnung leicht zurückgegangen (-35), was dem Einzelrichter ermöglichte, die Anzahl hängiger Fälle zu reduzieren und lediglich 23 Fälle (gegenüber 41 im Jahr 2010) auf das Jahr 2012 zu übertragen.

Zu den behandelten Fällen gibt es in Bezug auf die Walliser Gesetzgebung nichts Besonderes festzuhalten. Hingegen führte die grosse Anzahl der im Jahre 2011 erledigten Fälle zu zahlreichen, teils noch hängigen Beschwerden an das Bundesgericht; der Ausgang dieser Verfahren könnte für kommunale Regelungen auf dem Gebiet der Raumplanung Folgen haben.

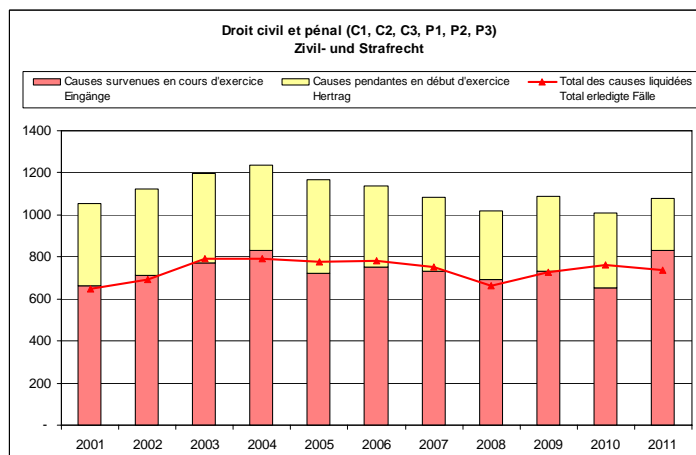
Auf dem Gebiete des Enteignungsrechts verlief das Jahr 2011 ohne besondere Schwierigkeiten; es gab auch keine Wechsel im Expertenkollegium. Wie sich sowohl anlässlich der Weiterbildungstage vom 18. März und vom 10. Juni 2011 als auch bei der Behandlung der Beschwerden im Enteignungswesen zeigte, waren keine Aufsichtsmaßnahmen nach Artikel 30 Enteignungsgesetz erforderlich.





### 3. Zivil- und Strafrechtliche Abteilungen (Statistiken auf S. 60 ff.)

Die Eingänge bei den Zivil- und Straffällen inklusive Strafkammer sind stark angestiegen, von 702 im Jahr 2010 auf 879 im Jahr 2011, was 177 Einheiten oder mehr als 25 % darstellt. Die erledigten Fälle sind leicht zurückgegangen (785 gegenüber 807 im Jahr 2010); das Gericht verfügte nicht mehr über die personelle Verstärkung, welche es 2010 im Hinblick auf das Inkrafttreten der neuen Gerichtsorganisation hatte. Die Anzahl am Jahresende hängiger Fälle erhöhte sich deutlich auf 356 gegenüber 262 Ende 2010.



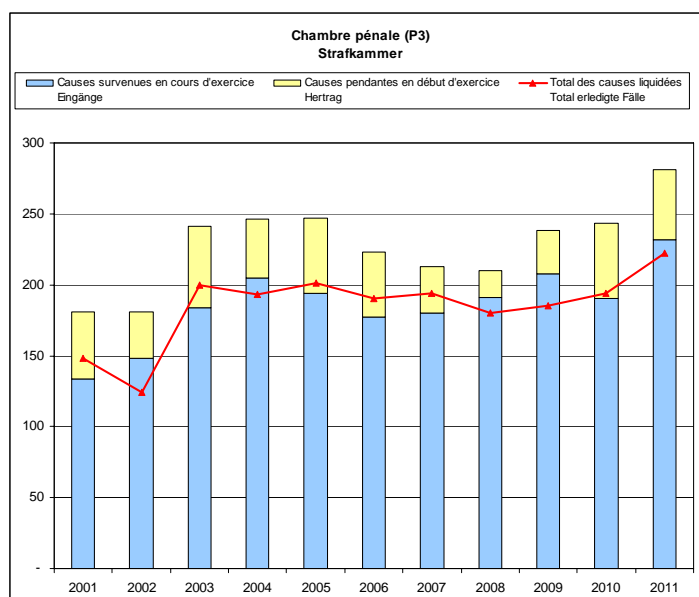
## 4. Strafkammer / Beschwerdekammer im Besonderen

(Statistiken auf S. 60 ff.)

Am 1. Januar 2011 trat die schweizerische Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO) in Kraft. Die Walliser Strafprozessordnung vom 22. Februar 1962, welche seit 1990 mehrfach revidiert worden war, wurde schliesslich aufgehoben. Zur Erinnerung, die Vereinheitlichung der Strafprozessordnung hatte einmal die Schaffung einer unabhängigen Staatsanwaltschaft zur Folge, die aus dem Zusammenschluss der ehemaligen Staatsanwälte und Untersuchungsrichter hervorging, insbesondere aber auch die Einrichtung eines Zwangsmassnahmengerichts sowie einer Beschwerdeinstanz im Sinne von Art. 393 bis 397 StPO. Die Ausübung der letzten Etappe wurde der Strafkammer des Kantonsgerichts zugewiesen (Art. 13 EGStPO, damit das Verschwinden der kurzzeitig bestehenden Beschwerdekammer), dessen Kompetenzen sich im neuen eidgenössischen Prozessrecht etwas verändern. So ist beispielsweise die Genehmigung und Kontrolle der amtlichen Massnahmen und Überwachungen an das Zwangs- und Massnahmegericht übertragen worden. Im Gegenzug ist es nun an der Strafkammer über Rekurse betreffend die Vollstreckung von Strafen und Massnahmen, Ausstände und Einstellungen (vormals Nichtanhandnahme) zu entscheiden.

Im Vergleich mit 2010 verzeichnete die Strafkammer (Beschwerdekammer behandelte Fälle, die noch unter das alte Verfahrensrecht fielen) 2011 eine Erhöhung der Eingänge um 22 % (232 gegenüber 190). Von den 232 Eingängen betrafen lediglich 26 das Oberwallis, was einen geringen Anteil von 11 % ausmacht. Aufgrund der Anzahl erledigter Fälle im vergangenen Jahr (222 gegenüber 194 im Jahr 2010), waren 59 Fälle am 31. Dezember 2011 noch hängig.

Die Entscheide, einer Strafanzeige oder -klage keine Folge zu leisten, bilden den grössten Anteil (mehr als 1/3), gefolgt von den Beschwerden gegen Verfahrensentscheide - vornehmlich gegen Zwangs- und Massnahmeentscheide, gefolgt von jenen gegen Kosten - und Entschädigungen (beinahe 1/4), jenen gegen die Anordnung der Untersuchungs- oder Sicherungshaft (mehr als 1/6), den Rekursen gegen Einstellungsverfügungen (mehr als 1/8) und jenen wegen Rechtsverweigerung (1/14).



Bis 2002 waren die amtlichen Überwachungen in dieser Tabelle mitenthaltten.

## 5. Kantonale Aufsichtsbehörde über die Anwälte

Nach Beratung mit den Strafverfolgungsbehörden und dem Walliser Anwaltsverband hat das Kantonsgericht eine Online-Registrierung zur Organisation des Anwalts der ersten Stunde installiert (Art. 159 StPO). Diese neue Art der Verwaltung erlaubt eine bessere Berücksichtigung der Verfügbarkeit der Anwälte, da sie ihnen ermöglicht, ihre Dienstage selbst zu wählen. Das Kantonsgericht erhofft sich dadurch auch einen Rückgang des administrativen Aufwands.

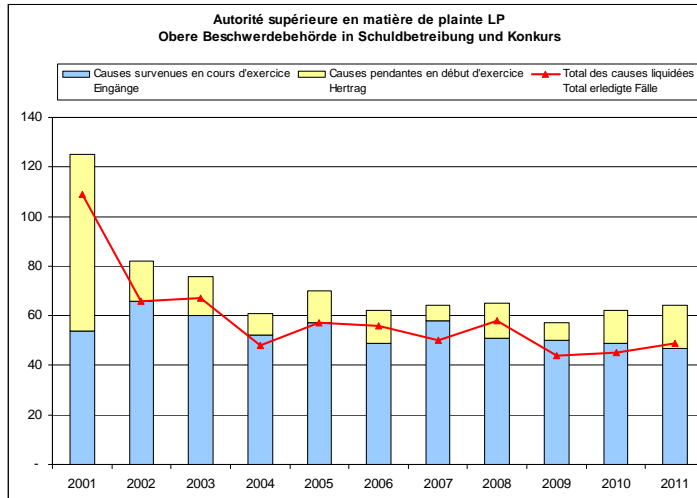
Zwei Entscheide der Aufsichtskammer über die Anwälte wurden bei der kantonalen Aufsichtsbehörde als Rechtsmittelinstanz angefochten und von dieser entschieden.

Die Präsidentschaft der Aufsichtsbehörde behandelte 84 Dossiers betreffend das Walliser Anwaltsregister und das Anwaltsgeheimnis.

## 6. Obere Beschwerdebehörde in Schuldbetreibung und Konkurs (Statistiken auf S. 64)

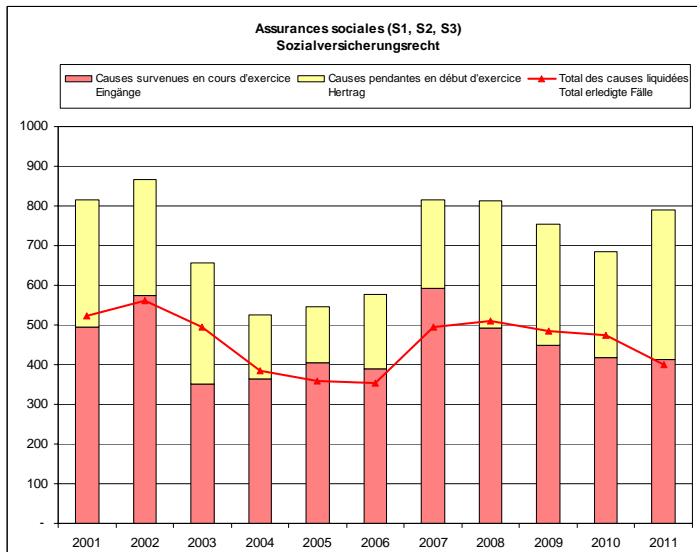
Die Anzahl der Beschwerden gegen Entscheide der Bezirksrichter als untere Aufsichtsbehörde in Schuldbetreibungs- und Konkursachen (Art. 17 und 18 SchKG) hat sich deutlich erhöht. Ebenso konnten mehr Fälle erledigt werden.

Als Beschwerdeinstanz im Sinne von Artikel 30 Absatz 2 lit. a EGSchKG behandelte das Kantonsgericht 23 Fälle.



### 7. Sozialversicherungsrechtliche Abteilung (Statistiken auf S. 60 ff.)

Die Anzahl neuer Eingänge (-3) ebenso wie das Total am Jahresende der zu behandelnden Fälle (+15) bleiben insgesamt stabil. Der Anstieg der Eingänge ist in der Unfallversicherung (+13), in der Arbeitslosenversicherung (+14) und im Bereich der Ergänzungsleistungen (+10) erkennbar. Dagegen ist der Rückgang in den Rechtsgebieten der beruflichen Vorsorge (-36) und der Invalidenversicherung (-34) ersichtlich.



Insbesondere in Bezug auf Letztere ist festzuhalten, dass die Fälle, die vor das Kantonsgericht getragen werden, immer komplexer werden. Dies sind zum Beispiel jene Angelegenheiten, bei denen es um die Revision von Invalidenrenten geht. Dabei sind jeweils umfangreiche Akten, die die medizinische Anamnese eines Versicherten über mehrere Jahre enthalten, zu prüfen. In diesem Zusammenhang hat das Bundesgericht kürzlich den Kantonsgerichten eine weitere Aufgabe übertragen (BGE 137 V 210). Bis anhin konnte die Gerichtsbehörde eine Sache an die IV-Stelle zur weiteren Abklärung zurückweisen, wenn sie zum Schluss kam, dass trotz der von der IV-Stelle durchgeführten Abklärungen weitere Massnahmen notwendig waren. Inskünftig müssen die Kantonsgerichte selber gerichtliche Expertisen in Auftrag geben, wo sie bei der Würdigung der Administrativgutachten im Kontext der gesamten Aktenlage zum Schluss kommen, weitere Abklärungen seien notwendig, oder wo die Administrativgutachten nicht schlüssig sind. Dieses neue, durch das Bundesgericht eingeführte, Prinzip wird unweigerlich die Verfahrensdauer gewisser Dossiers verlängern.

Sodann zeigt ein anderer Bundesgerichtsentscheid, wie schwierig es in der Praxis ist, den Grundsatz der Einfachheit und Raschheit des Verfahrens mit dem Prinzip der Durchführung einer öffentlichen Verhandlung zu vereinen. So ist eine öffentliche Verhandlung immer dann durchzuführen, wenn dafür ein formeller Antrag vorliegt. Das Begehren um Einvernahme des Beschwerdeführers oder die Befragung von Zeugen oder Experten hingegen bleibt ein Antrag, der unter dem Blickwinkel der antizipierten Beweiswürdigung zu beurteilen ist.

Schliesslich sind die Auswirkungen der neuen Zivilprozessordnung des Bundes auf den Arbeitsaufwand der Sozialversicherungsrechtlichen Abteilung zu nennen. Die Sozialversicherungsrechtliche Abteilung ist nämlich bei Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen zur sozialen Krankenversicherung als einzige kantonale Instanz zuständig. Also zivilrechtliche Verfahren, die nur einen geringen Bezug zum Sozialversicherungsrecht haben. Im Laufe dieses Jahres wurden 6 solcher Dossiers erfasst.



***II.***

***Bericht der  
Bezirksgerichte***

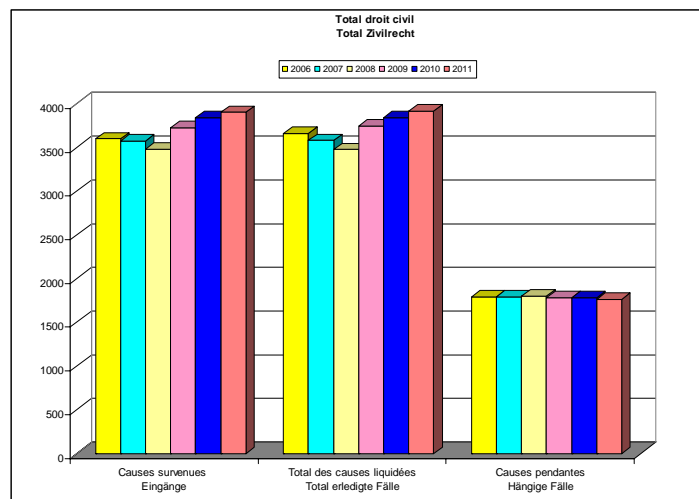


**(Statistiken auf S. 66 ff.)**

Im Jahr 2011 traten die eidgenössischen Prozessordnungen in Kraft. Dazu kommt für den Kanton Wallis insbesondere die Notwendigkeit der Einführung einer doppelten kantonalen Instanz ("double instance") in Zivilsachen, um dem Rechtsuchenden zu ermöglichen, das erstinstanzliche Urteil bei einer kantonalen Instanz infrage zu stellen.

Auch ohne gesicherte Erkenntnis über die Folgen der Einführung der neuen Bundesgesetze auf die Arbeitslast, lässt sich bereits festhalten, dass sich die Unsicherheiten bei der Auslegung der Bundesrechts und die Veränderungen in der Praxis in der täglichen Arbeit der Gerichte bemerkbar machen werden.

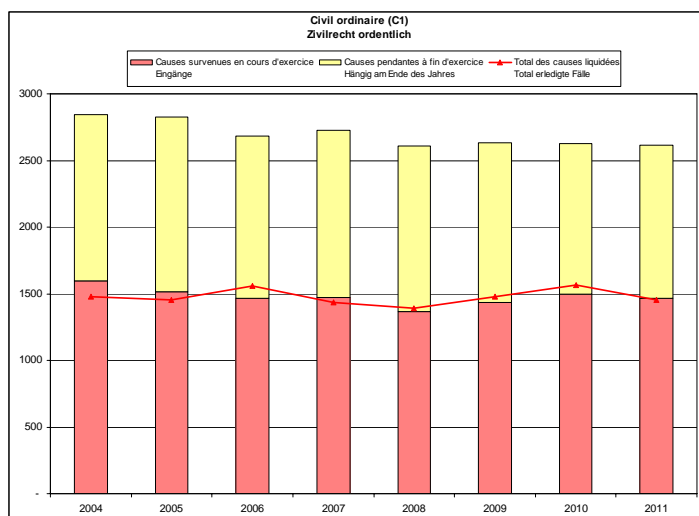
Das neue Verfahren und die neue Gerichtsorganisation haben Auswirkungen auf die Sekretariatsarbeiten. So müssen etwa eine zweite Frist für den Kostenvorschuss im Rechtsöffnungsverfahren (6679 Dossiers im Jahre 2011), der Anstieg der Verhandlungen in Zivilsachen aufgrund der Einführung der "double instance" oder auch die vermehrte Beweisaufnahme in Strafsachen festgehalten werden. Dieser Anstieg der Aufgaben wurde durch die Aufstockung des Kanzleipersonals in einzelnen Gerichten nur teilweise abgedeckt.



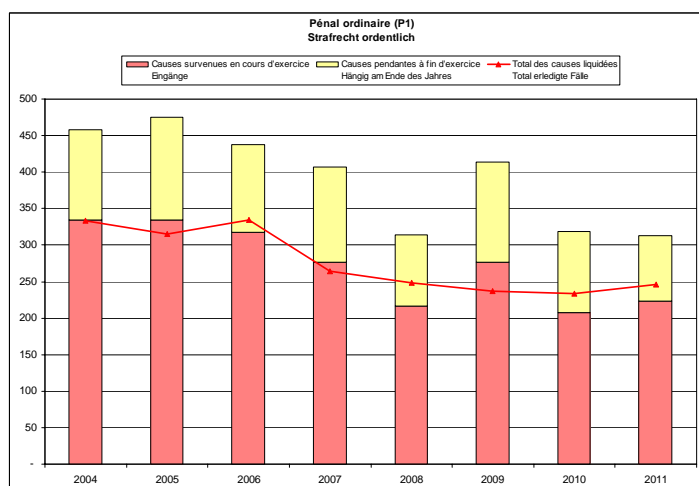
Im Zivilrecht ist eine leichte Abnahme der Neueingänge 2011 der ordentlichen Fälle (-2 %) festzustellen (1464 gegenüber 1497 im Jahr 2010), wobei die Zahl der Neueingänge der anderen Fälle (C2) 2011 im Allgemeinen zugenommen hat (+4 %; 2439 gegenüber 2343 im Jahr 2010). Diese Veränderungen widerspiegeln zweifellos die Tatsache, dass eine bestimmte Anzahl der streiterledigenden Entscheide nun unter den "anderen Verfahren" (C2) laufen (Rechtsschutz in klaren Fällen). Nichtsdestotrotz wurden das Wegfallen der Rekurskompetenz der Bezirksgerichte (gegen die Entscheide der Gemeinderichter und der Vormundschaftsämter) und das Verschwinden der Zwischenverfahren wahrscheinlich durch eine reelle Erhöhung



der Anzahl der C2-Verfahren kompensiert. Die Anzahl der pendenten Zivilverfahren Ende des Jahres blieb trotzdem stabil (1130 ordentliche Fälle [C1] im Jahr 2010 gegenüber 1149 im Jahr 2010; 651 andere Fälle [C2] im Jahr 2010 gegenüber 617 im Jahr 2011); dies vor allem dank einer global gesehen erfolgten Zunahme der erledigten Verfahren im Jahr 2011 (1456 ordentliche Fälle [C1]; 2464 andere Fälle [C2]) verglichen mit 2010 (1564 ordentliche Fälle [C1]; 2277 andere Fälle [C2]).



Im Strafrecht hat die Zahl der neuen Verfahren beinahe um 7 % zugenommen (223 Fälle im Jahr 2011 gegenüber 208 im Jahr 2010), demgegenüber konnte die Zahl der am 31. Dezember 2011 hängigen Fälle (90) im Vergleich zum 31. Dezember des Vorjahres (111) um 20 % reduziert werden, was einer Zunahme der erledigten Straffälle im Jahre 2011 um mehr als 5 % entspricht (246 im Jahr 2011; 233 im Jahr 2010).



Die Zahl der Rechtsöffnungsgesuche hat sich im Berichtsjahr verringert (6679 gegenüber 7201 im Jahr 2010), demgegenüber fand im Bereich der Konkurse eine leichte Erhöhung der Fallzahlen statt (1768 gegenüber 1755 im Jahr 2010). Im Gegensatz dazu nahm die Zahl der Konkursöffnungen 2011 um mehr als 15 % ab (284 gegenüber 336 im Jahr 2010), was zusammen mit der Abnahme der Anzahl Rechtsöffnungen (-7 %) als eher positives Zeichen zu werten ist. Schliesslich fand im Bereich der betreibungsrechtlichen Beschwerden (94 gegenüber 67 im Jahr 2010) und vor allem der gutgeheissenen Beschwerden (24 gegenüber 10 im Jahr 2010) eine Zunahme der Fallzahlen statt.

Nebst den anderen einschneidenden Ereignissen des Jahres 2011 muss besonders die Neuorganisation der Zusammenarbeit der Bezirksgerichte Martigny/St-Maurice und Entremont erwähnt werden, da der Bezirksrichter von Entremont zwar alle bis zum Ende des Jahre 2010 erhaltenen Dossiers als Ersatzrichter von Martigny/St-Maurice weitergeführt, er jedoch im Jahre 2011 fast keine neuen Fälle übernommen hat. Zur Erinnerung, der Richter von Entremont fungiert seit 1992 als "permanenten" Ersatzrichter des Bezirksgerichtes von Martigny/St-Maurice, wobei diese Aufgabe bis zu 50 % seiner Tätigkeit ausmachen konnte. Die Zunahme der Arbeitlast durch das Inkrafttreten der Bundesprozessordnungen und das Erfordernis der doppelten Instanz in Zivilsachen erlauben es ihm zurzeit nicht mehr, eine Hilfe solchen Ausmasses an ein anderes Gericht zu leisten.

Allgemein ist schliesslich festzuhalten, dass die Tätigkeit der Bezirksgerichte wie der Mehrheit der kantonalen Justizbehörden durch die Bauarbeiten im Zuge der Errichtung der neuen Räumlichkeiten belastet wurde. Auch wenn diese Arbeiten auf verschiedene Arten erlebt worden sind, bemerken wir keine grösseren Probleme, welche über das Jahr 2011 hinausdauern sollten.

### ***III.***

## ***Bericht des Zwangsmassnahmen- sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts***



## 1. Allgemeines

Das neue Zwangsmassnahmen- sowie Straf- und Massnahmenvollzugsgericht haben ihre Tätigkeit anfangs 2011 aufgenommen.

Mit dem am 1. Januar 2011 in Kraft getretenen neuen kantonalen Gesetz über die Rechtspflege (RPfIG) wurden zwei neue Gerichte geschaffen (Art. 6 RPfIG): das Zwangsmassnahmengericht (ZMG; Art. 6 Abs. 1 lit. d und 12 Abs. 1 RPfIG) und das Straf- und Massnahmenvollzugsgericht (StMVG; Art. 6 Abs. 1 lit. e und 12 Abs. 2 RPfIG). Diese zwei neuen Gerichtsbarkeiten sind in einer einzigen Verwaltungsstruktur (Art. 12 Abs. 4 RPfIG), mit Sitz in Sitten (Art. 12 Abs. 1 und 2 RPfIG), im Justizgebäude vereint.

Die drei vom Kantonsgericht in Vollzeitbeschäftigung ernannten Magistraten üben ihre Tätigkeit in beiden Funktionen aus, d.h. sowohl als Zwangsmassnahmen- als auch als Straf- und Massnahmenvollzugsrichter (Art. 12 Abs. 4 RPfIG). Sie amten als Einzelrichter (Art. 12 Abs. 1 und 2 RPfIG). Zwei der Magistraten sind französischer, der dritte deutscher Sprache.

Im Übrigen hat das Kantonsgericht den Zwangsmassnahmenrichter als spezialisierten Richter zur Behandlung von Beschwerden gegen Entscheide betreffend die fürsorgliche Freiheitsentziehung im Sinne von Artikel 397a ff. ZGB bezeichnet. Zudem hat es den deutschsprachigen Richter zum Ersatzrichter am Jugendgericht ernannt, um Strafbefehle gegen Jugendliche im Rahmen von Strassenverkehrsverletzungen zu erlassen.

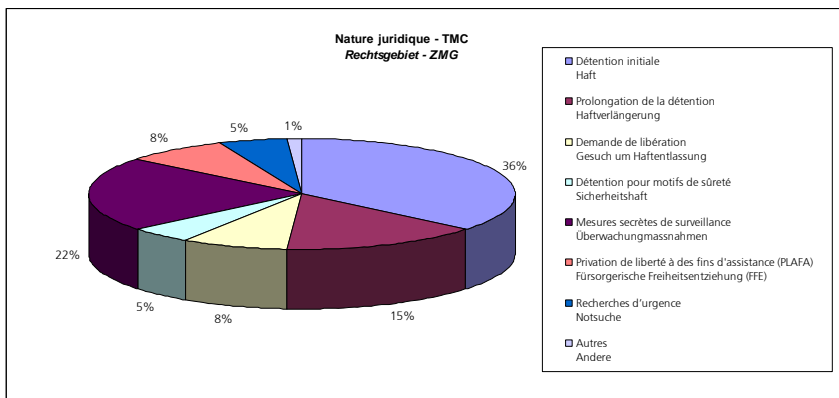
## 2. Tätigkeit des Zwangsmassnahmengerichtes (ZMG)

(Statistiken auf S. 76)

Eine der wesentlichen Neuerungen der StPO war die Errichtung des ZMG (Art. 18 StPO). In Bezug auf die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft übt das ZMG eine ganze Reihe von Kompetenzen aus. Die Beziehungen zwischen den beiden Behörden haben sich im Verlaufe ihrer Tätigkeit sehr positiv entwickelt.

Die Hauptaufgaben des ZMG fallen im Bereich der Untersuchungshaft (Art. 220 ff. StPO) an. Insgesamt waren 2011 401 Fälle zu behandeln, von denen 224 die Anordnung von erstmaliger Untersuchungshaft betrafen. Es handelt sich hierbei um eine sehr anspruchsvolle Tätigkeit, da die StPO für die Behandlung dieser Fälle zwingende und kurze Fristen (es handelt sich nicht um Ordnungsvorschriften) vorsieht. So muss zum Beispiel Untersuchungshaft zwingend innert 48 Stunden nach Einreichung des Gesuches der Staatsanwaltschaft beim ZMG angeordnet werden; andererseits ist die Aufrechterhaltung eines Pikettdienstes rund um die Uhr über 365 Tage sicherzustellen. Für die anderen Entscheide im Bereich der Untersuchungshaft sind die Fristen etwas länger (d.h. 5 Tage nach Beendigung der Instruktion). Falls diese Fristen nicht eingehalten werden, wird die Untersuchungshaft ungesetzlich. Dies kann die Verantwortlichkeit des Staates nach sich ziehen und öffnet somit allenfalls den Weg für Haftentschädigungen.

Die zweite vom ZMG vor allem zu behandelnde Kategorie von Fällen umfasst die geheimen Überwachungsmaßnahmen (Art. 269 ff. StPO). In diesem Zusammenhang hat das ZMG die von der Staatsanwaltschaft angeordneten Überwachungsmaßnahmen zu bewilligen. Es handelt sich im Wesentlichen um Telefonüberwachungen. 2011 wurden 135 Fälle in diesem Bereich behandelt. Für die Behandlung dieser Fälle schreibt die StPO ebenfalls eine kurze Frist von 5 Tagen vor.

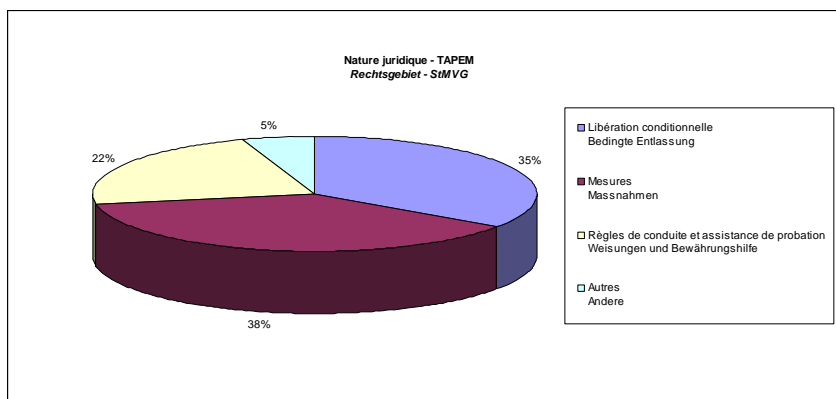


### 3. Tätigkeit des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichtes (StMVG) (Statistiken auf S. 77)

Das StMVG hat die Aufgaben der drei regionalen Straf- und Massnahmenvollzugsrichterämter übernommen, die bereits von 2007 bis 2010 tätig waren. Ausgenommen im Sinne von Artikel 363 Absatz 2 StPO, wonach die Staatsanwaltschaft im Strafbefehlsverfahren die nachträglichen Entscheide zu treffen hat, kommt dem StMVG die Kompetenz zu, nachträgliche Entscheide zu treffen.

Im Übrigen entspricht der Umfang der Tätigkeit des StMVG in etwa jenem, wie er sich bereits bei den Vollzugsrichterämtern aufzeigte (2008: 118 Fälle / 2009: 115 Fälle / 2010: 116 Fälle / 2011: 117 Fälle). Dabei handelt es sich um Entscheide (1.) betreffend bedingte Entlassungen aus dem Vollzug einer Freiheitsstrafe; (2.) jährliche Kontrollen der therapeutischen Massnahmen (ambulante oder stationäre Massnahmen) und schliesslich (3.) Missachtung von Weisungen oder Entzug von Bewährungshilfe.

In diesem Zusammenhang gilt es besonders zu betonen, dass die Erledigung dieser Fälle derzeit nur schwerlich den Kriterien von Qualität und gewünschter Raschheit im Interesse der Gesellschaft (insbesondere im Sinne der Prävention von Rückfällen) als auch im Interesse des Verurteilten (aus Sicht einer besseren Resozialisierung) gehorchen kann. Da den Zwangsmassnahmendossiers gezwungenermassen erste Priorität zukommt, stellt dieser Umstand eine der Hauptsorgen der Richter des ZMG/StMVG dar. Sie sind darauf bedacht, ganz falsche Schritte, die zu nicht wiedergutzumachenden Schäden führen könnten, wie dies kürzlich in der Deutschschweiz (siehe Fall "Lucie") geschehen ist, zu vermeiden.



#### 4. Weitere richterliche Tätigkeiten der Magistraten des ZMG/StMVG

Die Richter des ZMG/StMVG üben noch andere Kompetenzen aus, die man als "Anhänge" bezeichnen kann. Es handelt sich zunächst um eine Tätigkeit des ZMG im Zusammenhang mit dem Zivilrecht, d.h. die Behandlung von Beschwerden gegen Entscheide betreffend die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFE; Art. 397 *aff.* ZGB). 2011 wurden 36 Fälle behandelt, von denen schliesslich 10 durch Entscheid erledigt wurden. Ab 2013 müssen die Richter des ZMG im Rahmen der Revision des Vormundschaftsrechts über den Erwachsenenschutz innert 5 Tagen seit Eingang der Beschwerde einen Entscheid fällen (Art. 450 *e* Abs. 5 nZGB).

Weiter amtiert der deutschsprachige Richter des ZMG als Ersatzrichter am Jugendgericht, um mittels Strafbefehl Übertretungen im Bereich des Strassenverkehrsgesetzes durch Jugendliche zu behandeln. 2011 erliess er insgesamt 22 Strafbefehle.

Schliesslich sind die Richter des ZMG für die Genehmigung von Telefonüberwachungen (Notsuchen) zuständig, die von der Staatsanwaltschaft angeordnet werden, um den Aufenthalt einer vermissten Person zu finden (Art. 3 BÜPF). Diesbezüglich ist zu erwähnen, dass sich die Zuständigkeit des ZMG aufgrund der Rechtsprechung ergibt, indem diese eine kantonale Gesetzeslücke schloss, da das Bundesgesetz eine gerichtliche Behörde vorsieht (Art. 3 Abs. 4 BÜPF), indessen der kantonale Gesetzgeber es unterliess, die entsprechende Behörde zu benennen. 2011 waren 33 Fälle zu behandeln.

#### 5. Schlussbemerkungen

Aus der Tätigkeit 2011 sind die zwei Hauptlehren zu ziehen. Erstens: das ZMG/StMVG leistet einen entscheidenden Beitrag zum guten Funktionieren zwischen den Hauptgesprächspartnern, nämlich: der Staatsanwaltschaft, den Walliser Strafanstalten und der Dienststelle für den Straf- und Massnahmenvollzug im offenen Milieu des DSSI. Zweitens: der Personalbedarf des ZMG/StMVG ist aufmerksam zu verfolgen.

## ***IV.***

# ***Bericht des Jugendgerichts***



## 1. Statistiken (auf S. 80 ff.)

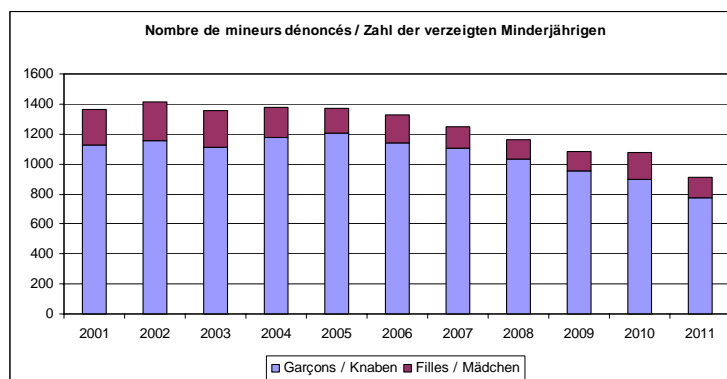
### a) Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen beim Jugendgericht ist von 1077 im Jahre 2010 auf 910 im Jahre 2011 gesunken. Einzig die Zahl der Delikte gegen die sexuelle Integrität (2011: 18 Fälle; 2010: 7 Fälle) sowie der Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (2011: 242 Fälle; 2010: 149 Fälle) nahm zu, wobei sich die Zunahme letzterer aus der neuen Zuständigkeit des Jugendgerichts ergibt; in allen übrigen Bereichen wurde indessen ein Rückgang der Straftaten festgestellt. Der Anteil der straffälligen Mädchen ist im Vergleich zum Vorjahr von 16,90 % auf 14,88 % gesunken.

Die Fälle gingen hauptsächlich im Zentralwallis zurück, insbesondere in den Bezirken Sitten und Conthey. Diese Abnahme der Fallzahlen lässt sich nicht schlüssig begründen; es kann lediglich festgehalten werden, dass die meisten Jugendgerichte in der Schweiz einen Rückgang der Fallzahlen feststellen. Erklärungsansätze finden sich in der Einführung der neuen Jugendstrafprozessordnung, anderweitig eingesetzten Polizeikräften und weiteren Faktoren.

Am 31. Dezember 2010 waren am Jugendgericht 191 Fälle hängig, was zusammen mit den im Jahre 2011 eingegangenen Fällen 1101 ergibt (191 + 910). Die Jugendrichter haben im Berichtsjahr 885 Fälle erledigt. Dementsprechend waren am 1. Januar 2012 noch 216 Verfahren pendent (1101 – 885). Die hängigen Fälle umfassen die erst Ende 2011 eingegangenen sowie die infolge Anordnung von erzieherischen Massnahmen und Platzierungen noch nicht abgeschlossenen Fälle.

Im Verlaufe des Jahres 2011 haben die Jugendrichter 68 Abtretungsverfügungen erlassen. Auch diese Zahl liegt unter derjenigen des Vorjahres (108) und spiegelt die generelle Abnahme der Fälle wieder.



### b) Besonderes

Die Zahl angeordneter Tage Untersuchungshaft ist von 102 im Jahre 2010 auf 197 im Jahre 2011 augenfällig gestiegen. Diese Zunahme erklärt sich insbesondere aus



der Notwendigkeit, gewisse jugendliche Straftäter während umfangreichen Ermittlungen aus Gründen der Kollusionsgefahr zu isolieren. Die Anzahl vorsorglicher Unterbringungen in einer offenen Institution ist stabil geblieben (2011: 23 Fälle; 2010: 27 Fälle). Im Jahre 2011 wurde lediglich in 2 Fällen die vorsorgliche Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung angeordnet (2010: 4 Fälle). Die Zahl der vorsorglichen persönlichen Betreuungen haben im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (2011: 20 Fälle; 2010: 48 Fälle). Die Massnahme der persönlichen Betreuung hat für Jugendliche in Schwierigkeiten eine zentrale Bedeutung, zumal diese Unterstützung dem Jugendlichen gelegentlich die drastischere Massnahme einer Platzierung zu ersparen vermag.

Bei den Sanktionen bevorzugen die Richter nach wie vor die Anordnung einer Arbeitsleistung oder einer anderen persönlichen Leistung, selbst wenn auch diese Zahlen im Vergleich zum Vorjahr zurückgegangen sind (2011: 233 Fälle; 2010: 322 Fälle). Die meisten Jugendgerichte in der Schweiz vertreten immer noch die Auffassung, dass diese Leistungen zu den geeignetsten Sanktionen zählen, um es den Jugendlichen zu ermöglichen, sich ihrer Fehler bewusst zu werden, Wiedergutmachung zu leisten und ihren Platz in der Gesellschaft wieder zu finden. Zudem geniesst diese Strafform auch bei den Jugendlichen eine hohe Akzeptanz, wenn sie passend eingesetzt wird. Die Anzahl der Bussen ist im Jahr 2011 stabil geblieben (2011: 206 Fälle; 2010: 202 Fälle). Die Zahl der angeordneten Freiheitsentzüge - bedingt und unbedingt ausgesprochen - hat sich von 120 im Jahre 2010 auf 64 im Jahre 2011 fast halbiert. Demgegenüber wurden im Jahr 2011 in 23 Fällen die bedingt ausgesprochenen Strafen widerrufen (2010: 10 Fälle).

Im Jahr 2011 haben die Jugendrichter hauptsächlich als Einzelrichter entschieden. Das Jugendgericht mit drei Richtern hat 12 Mal gesessen und dabei diejenigen Fälle beurteilt, die komplexer und schwerwiegender waren als die üblichen Fälle. Auch hier ist eine Abnahme dieser Fälle festzustellen, die sich vor allem aus dem Umstand erklärt, dass viele derartige Verfahren Ende des Jahres 2010, unmittelbar vor Einführung der neuen Jugendstrafprozessordnung am 1. Januar 2011, abgeschlossen wurden. Im Jahre 2011 wurden 4 Einsprachen und 1 Berufung eingereicht. Am 24. November 2011 hiess das Bundesgericht eine gegen ein Urteil des Jugendgerichts eingereichte Beschwerde gut.

Das neue Jugendstrafgesetz (JStG), das am 1. Januar 2007 in Kraft getreten ist, ermöglicht die Durchführung einer Mediation. Die Richter haben in 41 geeigneten Fällen von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht, was eine erhebliche Zunahme im Vergleich zum Jahr 2010 darstellt (9 Fälle). Diese Zunahme ist ein gutes Vorzeichen für die Einführung einer staatlichen Mediationsstelle, die in einem Gesetzesentwurf vorgesehen ist, der sich derzeit beim Staatsrat befindet, bevor er an den Grossen Rat weitergeleitet wird. In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass der Kanton Freiburg, der bei der staatlichen Mediation eine Pionierrolle einnimmt, ausgezeichnete und sehr überzeugende Erfahrungen macht.

## 2. Anwendung des neuen Jugendstrafrechts und Ausblick

Die am 1. Januar 2011 in Kraft getretene, vereinheitlichte Jugendstrafprozessordnung ist mit grundlegenden Änderungen verbunden. Die Richter, die Gerichtsschreiber und die Kanzlei mussten zahlreiche neue Aufgaben übernehmen, die sich insbesondere aus dem Institut der bislang im Jugendstrafprozess unbekannten Privatklägerschaft, dem systematischen Intervenieren der Jugendstaatsanwaltschaft, der erleichterten und teils obligatorischen Beigabe eines Anwalts, den Gesuchen an das Zwangsmassnahmengericht sowie den neuen Kompetenzen des Jugendgerichts für die Einsprachen gegen die Entscheide des Polizeigerichts und im Bereich der SVG-Übertretungen ergeben. Eine grundlegende Aufgabe stellte auch die Ausarbeitung neuer elektronischer Vorlagen sowie deren Anpassung an das neue Recht dar. Diese Arbeit beschäftigte zwei Richter und mehrere Gerichtsschreiberinnen während einer beträchtlichen Zeit. Diese Vorlagen werden derzeit entsprechend den laufenden Erfahrungen angepasst.

Man kann sagen, dass das Jahr 2011 eine Phase des Übergangs und der Erprobung des neuen Rechts war. Diese Phase ist noch nicht ganz abgeschlossen und einige Überlegungen müssen noch weitergeführt werden, insbesondere wie die Privatklägerschaft in das Verfahren miteinzubeziehen ist.

Das Jugendgericht hat anfangs Juli 2011 im zweiten Stock des Gebäudes "La Glacière" in Sitten, unmittelbar neben seinem früheren Standort, seine neuen Räumlichkeiten bezogen. Es verfügt nun über grosszügige und komfortable Räumlichkeiten, die seinen Bedürfnissen bestens angepasst sind.

**Statistiques  
du  
Tribunal cantonal**

***Statistiken  
des  
Kantonsgerichts***

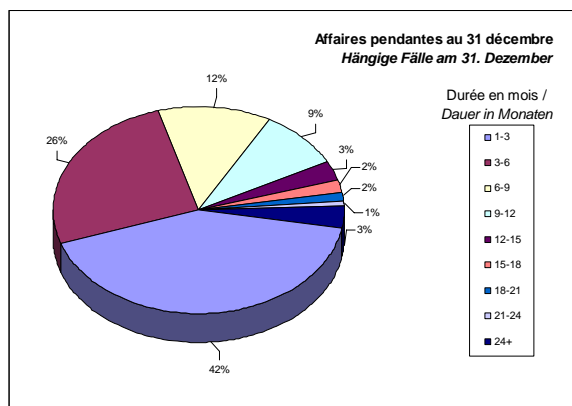
a) **Récapitulation des causes traitées par le Tribunal cantonal**  
**Zusammenfassung der durch das Kantonsgericht erledigten Fälle**

		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erledigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>
A1 Droit public ordinaire <i>Öffentliches Recht ordentlich</i>	2011	120	292	412	260	152	+32
	2010	94	267	361	240	120	+26
A2 Droit public autres <i>Öffentliches Recht anderes</i>	2011	6	302	308	302	6	=
	2010	7	312	319	310	9	+2
A3 Droit pénal administratif <i>Verwaltungsstrafrecht</i>	2011	41	22	63	40	23	-18
	2010	30	57	87	46	41	+11
C1 Civil ordinaire <i>Zivilrecht ordentlich</i>	2011	63	242	305	167	138	+75
	2010	173	191	364	299	63	-110
C2 Civil autres <i>Zivilrecht anderes</i>	2011	13	57	70	45	25	+12
	2010	12	44	56	45	11	-1
C3 Recours <i>Beschwerden</i>	2011	31	182	213	166	47	+16
	2010	34	108	142	110	31	-3
LP Poursuites <i>Schuldbetreibung und Konkurs</i>	2011	17	47	64	49	15	-2
	2010	13	49	62	45	17	+4
P1 Pénal ordinaire <i>Strafrecht ordentlich</i>	2011	76	79	155	87	68	-8
	2010	72	82	154	77	77	+5
P2 Pénal autres <i>Strafrecht anderes</i>	2011	13	40	53	49	4	-9
	2010	13	38	51	37	14	+1
P3 Chambre pénale * <i>Strafkammer</i>	2011	49	232	281	222	59	+10
	2010	53	190	243	194	49	-4
S1 Assurances AVS/AI/APG/AC/AF/PC <i>Versicherungen AHV/IV/EO/ALV/FZ/EL</i>	2011	127	213	340	216	124	-3
	2010	157	230	387	260	127	-30
S2 Assurances AA/AMF/AM/PP <i>Versicherungen UV/MV/KV/BV</i>	2011	76	130	206	118	88	+12
	2010	98	142	240	164	76	-22
S3 Assurances autres <i>Versicherungen anderes</i>	2011	7	71	78	65	13	+6
	2010	12	45	57	50	7	-5
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>639</b>	<b>1909</b>	<b>2548</b>	<b>1786</b>	<b>762</b>	<b>+123</b>
	<b>2010</b>	<b>768</b>	<b>1755</b>	<b>2523</b>	<b>1877</b>	<b>642</b>	<b>-126</b>

\* sans mesures de surveillance (P3)  
*ohne amtliche Überwachung (P3)*

## b) Affaires pendantes au 31 décembre / Hängige Fälle am 31. Dezember

Durée en mois / Dauer in Monaten		1-3	3-6	6-9	9-12	12-15	15-18	18-21	21-24	24+	Total
A1 Droit public ordinaire <i>Öffentliches Recht</i>	2011	75	43	12	5	4	4	1	1	7	<b>152</b>
	2010	72	28	9	1	2	1	-	2	5	<b>120</b>
A2 Droit public autres <i>Öffentliches Recht</i>	2011	4	1	-	-	-	-	-	-	1	<b>6</b>
	2010	3	1	1	1	2	1	-	-	-	<b>9</b>
A3 Droit pénal administratif <i>Verwaltungsstrafrecht</i>	2011	3	1	2	3	4	3	2	-	5	<b>23</b>
	2010	10	9	8	5	3	1	-	-	5	<b>41</b>
C1 Civil ordinaire <i>Zivilrecht ordentlich</i>	2011	53	31	25	14	3	3	5	1	3	<b>138</b>
	2010	26	10	8	6	4	-	2	2	5	<b>63</b>
C2 Civil autres <i>Zivilrecht anderes</i>	2011	10	6	1	2	-	-	2	1	3	<b>25</b>
	2010	2	2	2	-	-	-	-	-	5	<b>11</b>
C3 Recours <i>Beschwerden</i>	2011	32	11	1	1	-	-	-	-	2	<b>47</b>
	2010	22	6	1	-	-	-	-	-	2	<b>31</b>
LP Poursuites <i>Schuldbetreuung und Konkurs</i>	2011	6	7	1	1	-	-	-	-	-	<b>15</b>
	2010	10	3	2	1	1	-	-	-	-	<b>17</b>
P1 Pénal ordinaire <i>Strafrecht ordentlich</i>	2011	17	12	16	14	5	1	1	1	1	<b>68</b>
	2010	22	15	11	15	9	1	1	2	1	<b>77</b>
P2 Pénal autres <i>Strafrecht anderes</i>	2011	1	-	-	-	-	-	-	-	3	<b>4</b>
	2010	6	1	-	1	2	-	-	1	3	<b>14</b>
P3 Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	2011	33	25	1	-	-	-	-	-	-	<b>59</b>
	2010	32	16	1	-	-	-	-	-	-	<b>49</b>
S1 Assurances AVS/AI/APG/AC/AF/PC <i>Versicherungen AHV/IV/EO/ALV/FZ/EL</i>	2011	43	40	13	18	7	2	1	-	-	<b>124</b>
	2010	46	42	29	7	3	-	-	-	-	<b>127</b>
S2 Assurances AA/AMF/AM/PP <i>Versicherungen UV/MV/KV/BV</i>	2011	34	18	22	10	1	1	-	1	1	<b>88</b>
	2010	28	19	14	8	2	2	-	-	3	<b>76</b>
S3 Assurances autres <i>Versicherungen anderes</i>	2011	9	2	-	2	-	-	-	-	-	<b>13</b>
	2010	4	2	-	-	1	-	-	-	-	<b>7</b>
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>320</b>	<b>197</b>	<b>94</b>	<b>70</b>	<b>24</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>26</b>	<b>762</b>
	<b>2010</b>	<b>283</b>	<b>154</b>	<b>86</b>	<b>45</b>	<b>29</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>642</b>

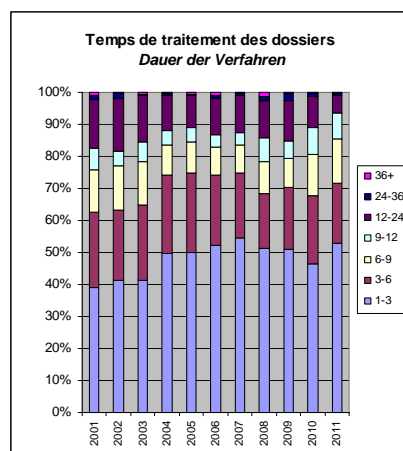


c) Temps de traitement des dossiers / *Verfahrensdauer*

Durée en mois / <i>Dauer in Monaten</i>		1-3	3-6	6-9	9-12	12-15	15-18	18-21	21-24	24-36	36+	Total
A1 Droit public ordinaire <i>Öffentliches Recht ordentlich</i>	2011	94	96	50	13	4	-	-	-	2	1	260
	2010	88	110	29	4	3	2	2	-	-	2	240
A2 Droit public autres <i>Öffentliches Recht anderes</i>	2011	295	3	2	-	1	-	-	-	-	-	301
	2010	307	2	-	-	1	-	-	-	-	-	310
A3 Droit pénal administratif <i>Verwaltungsstrafrecht</i>	2011	7	8	6	7	6	3	1	-	-	2	40
	2010	17	14	2	2	1	1	2	1	3	3	46
C1 Civil ordinaire <i>Zivilrecht ordentlich</i>	2011	81	36	20	12	7	2	3	-	5	1	167
	2010	75	50	55	53	29	16	10	2	8	1	299
C2 Civil autres <i>Zivilrecht anderes</i>	2011	34	4	5	1	1	-	-	-	-	1	46
	2010	35	8	-	-	1	1	-	-	-	-	45
C3 Recours <i>Beschwerden</i>	2011	104	39	20	2	1	-	-	-	-	-	166
	2010	58	34	12	3	2	1	-	-	-	-	110
LP Poursuites <i>Schuldbetreibung Konkurs</i>	2011	33	6	4	3	1	2	-	-	-	-	49
	2010	34	4	1	5	1	-	-	-	-	-	45
P1 Pénal ordinaire <i>Strafrecht ordentlich</i>	2011	9	8	11	17	26	11	2	2	1	-	87
	2010	7	11	13	11	17	14	4	-	-	-	77
P2 Pénal autres <i>Strafrecht anderes</i>	2011	42	3	2	-	-	1	-	1	-	-	49
	2010	25	5	4	1	-	2	-	-	-	-	37
P3 Chambre pénale * <i>Strafkammer</i>	2011	120	31	62	9	-	-	-	-	-	-	222
	2010	104	44	41	3	1	-	-	-	1	-	194
S1 Assurances AVS/AV/APG/AC/AF/PC <i>Versicherungen AHV/IV/EO/ALV/FZ/EL</i>	2011	35	72	43	55	9	1	1	-	-	-	216
	2010	41	67	63	40	18	15	4	5	7	-	260
S2 Assurances AA/VAMF/AM/PP <i>Versicherungen UV/MV/KV/BV</i>	2011	32	26	22	20	9	3	2	1	1	2	118
	2010	36	46	24	36	15	5	1	-	1	-	164
S3 Assurances autres <i>Versicherungen anderes</i>	2011	56	7	1	-	-	1	-	-	-	-	65
	2010	42	6	1	-	1	-	-	-	-	-	50
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>942</b>	<b>339</b>	<b>248</b>	<b>139</b>	<b>65</b>	<b>24</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>1786</b>
	<b>2010</b>	<b>869</b>	<b>401</b>	<b>245</b>	<b>158</b>	<b>90</b>	<b>57</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>1877</b>

\* sans mesures de surveillance (P3) / *ohne amtliche Überwachung (P3)*

Une partie des anciens dossiers sont suspendus / *Ein Teil der älteren Fälle ist sistiert*



## d) Mode de liquidation / Erledigungsart

		Jugement / Décision Sachurteil / Entscheid	Jugement par défaut Säumisurteil	Irrecevabilité Nichteintreten	Transaction Vergleich	Désistement, retrait, déchéance Abstand, Rückzug, Verwirkung	Autre liquidation Andere Erledigung	Total
		ZJ1	ZJ2	ZJ4	ZP1	ZP2	ZT9	
A1 Droit public ordinaire <i>Öffentliches Recht ordentlich</i>	2011	198	1	10	-	37	14	<b>260</b>
	2010	191	-	10	-	36	3	<b>240</b>
A2 Droit public autres <i>Öffentliches Recht anderes</i>	2011	300	-	-	-	1	-	<b>301</b>
	2010	307	-	-	-	2	1	<b>310</b>
A3 Droit pénal administratif <i>Verwaltungsstrafrecht</i>	2011	21	-	2	-	12	5	<b>40</b>
	2010	27	-	1	-	13	5	<b>46</b>
C1 Civil ordinaire <i>Zivilrecht ordentlich</i>	2011	93	-	26	9	15	24	<b>167</b>
	2010	198	42	9	20	8	22	<b>299</b>
C2 Civil autres <i>Zivilrecht anderes</i>	2011	22	-	5	3	4	12	<b>46</b>
	2010	28	-	4	2	6	5	<b>45</b>
C3 Recours <i>Beschwerden</i>	2011	104	-	45	-	9	8	<b>166</b>
	2010	81	-	20	-	5	4	<b>110</b>
LP Poursuites <i>Schuldbetreibung und Konkurs</i>	2011	40	-	4	-	2	3	<b>49</b>
	2010	40	-	1	-	2	2	<b>45</b>
P1 Pénal ordinaire <i>Strafrecht ordentlich</i>	2011	72	-	7	-	6	2	<b>87</b>
	2010	64	-	4	1	4	4	<b>77</b>
P2 Pénal autres <i>Strafrecht anderes</i>	2011	39	-	2	-	1	7	<b>49</b>
	2010	31	-	6	-	-	-	<b>37</b>
P3 Chambre pénale * <i>Strafkammer</i>	2011	158	-	27	-	15	22	<b>222</b>
	2010	142	-	30	-	9	13	<b>194</b>
S1 Assurances AVS/AI/APG/AC/AF/PC <i>Versicherungen AHV/IV/EO/ALV/FZ/EL</i>	2011	182	-	14	-	11	9	<b>216</b>
	2010	216	-	10	-	22	12	<b>260</b>
S2 Assurances AA/AMF/AM/PP <i>Versicherungen UV/MV/KV/BV</i>	2011	106	-	1	-	5	6	<b>118</b>
	2010	147	-	6	-	6	5	<b>164</b>
S3 Assurances autres <i>Versicherungen anderes</i>	2011	59	-	-	-	4	2	<b>65</b>
	2010	45	-	-	-	2	3	<b>50</b>
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>1394</b>	<b>1</b>	<b>143</b>	<b>12</b>	<b>122</b>	<b>114</b>	<b>1786</b>
	<b>2010</b>	<b>1517</b>	<b>42</b>	<b>101</b>	<b>23</b>	<b>115</b>	<b>79</b>	<b>1877</b>

\* sans mesures de surveillance (P3) / ohne amtliche Überwachung (P3)

e) **Statistiques des recours à l'Autorité supérieure de surveillance en matière de plainte LP**  
**Statistik der Beschwerden an die obere Beschwerdebehörde in Schuldbetreibung und Konkurs**

	2011	2010	Reports année précédente Hertrag	Entrées année en cours Eingänge	Total à traiter Total zu behandeln	Liquidations année en cours Erledigungen	Reports année suivante Übertrag	Variation des reports Differenz Hertrag/Übertrag	Mode de liquidation Erledigungsart						
									Admis Gutgeheissen	Partiellement admis Teilweise gutgeheissen	Rejeté Abgewiesen	Autre liquidation Andere Erladigung			
Recours contre décisions sur plainte <i>Rekurse / Beschwerdeentscheide</i>	7	8	20	11	27	19	18	12	9	7	2	4	1	9	4
												2	-	8	2

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.

f) **Recours au Tribunal fédéral / Rechtsmittel an das Bundesgericht**

	2011	2010	Reports année précédente Hertrag	Recours année en cours Beschwerde Eingänge	Total à traiter Total zu behandeln	Liquidations année en cours Erledigungen	Reports année suivante Übertrag	Variation des reports Differenz Hertrag/Übertrag	Admis Gutgeheissen	Rejetés, retirés ou irrecevables Abgewiesen, zurückgezogen oder unzulässig		
B1 Recours en matière civile <i>Beschwerden in Zivilsachen</i>	25	-	47	82	72	100	61	74	11	-14	9	52
											12	62
B2 Recours en matière pénale <i>Beschwerden in Strafsachen</i>	14	-	72	54	86	67	54	54	28	+14	8	50
											6	48
B3 Recours en matière de droit public <i>Beschwerden in öffentlichrechtlichen Angelegenheiten</i>	62	-	137	152	199	202	141	135	58	-4	28	113
											28	107
B4 Recours constitutionnel <i>Verfassungsbeschwerden</i>	3	-	8	13	11	15	8	13	3	=	2	6
											-	13
<b>Total</b>	<b>104</b>	<b>-</b>	<b>264</b>	<b>301</b>	<b>368</b>	<b>384</b>	<b>268</b>	<b>276</b>	<b>100</b>	<b>-4</b>	<b>47</b>	<b>221</b>
											<b>46</b>	<b>230</b>

Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.



**Statistiques  
des  
tribunaux de district**

***Statistiken  
der  
Bezirksgerichte***

a) Civil ordinaire & autres / *Zivilrecht ordentlich & anderes*

		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erlidigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Affaires terminées par jugement <i>Durch Urteil erledigt</i>	Autres liquidations <i>Andere Erledigungen</i>
<b>C1 Droit civil ordinaire</b> <b>Z1 Zivilrecht ordentlich</b>									
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	99	109	208	112	96	-3	78	34
	2010	96	113	209	115	94	-2	-	-
Visp	2011	82	78	160	85	75	-7	52	33
	2010	90	109	199	117	82	-8	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	38	59	97	44	53	+15	36	8
	2010	31	67	98	62	36	+5	-	-
Sierre	2011	210	300	510	275	235	+25	146	129
	2010	234	252	486	275	211	-23	-	-
Sion	2011	183	261	444	228	216	+33	149	79
	2010	192	279	471	289	182	-10	-	-
Hérens - Conthey	2011	135	209	344	210	134	-1	132	78
	2010	142	174	316	179	137	-5	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	173	210	383	243	140	-33	143	100
	2010	200	231	431	264	167	-33	-	-
Entremont	2011	64	63	127	58	69	+5	30	28
	2010	65	48	113	49	64	-1	-	-
Monthey	2011	157	175	332	201	131	-26	144	57
	2010	147	224	371	214	157	+10	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>1141</b>	<b>1464</b>	<b>2605</b>	<b>1456</b>	<b>1149</b>	<b>+8</b>	<b>910</b>	<b>546</b>
	<b>2010</b>	<b>1197</b>	<b>1497</b>	<b>2694</b>	<b>1564</b>	<b>1130</b>	<b>-67</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>C2 Droit civil autres</b> <b>Z2 Zivilrecht anderes</b>									
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	44	132	176	136	40	-4	89	47
	2010	49	139	188	141	47	-2	-	-
Visp	2011	53	90	143	108	35	-18	75	33
	2010	43	156	199	144	55	+12	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	22	98	120	95	25	+3	81	14
	2010	24	107	131	111	20	-4	-	-
Sierre	2011	148	468	616	470	146	-2	244	226
	2010	112	354	466	317	149	+37	-	-
Sion	2011	82	422	504	409	95	+13	288	121
	2010	100	398	498	416	82	-18	-	-
Hérens - Conthey	2011	59	312	371	303	68	+9	154	149
	2010	57	237	294	232	62	+5	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	82	434	516	455	61	-21	276	179
	2010	71	422	493	411	82	+11	-	-
Entremont	2011	27	87	114	83	31	+4	49	34
	2010	25	85	110	83	27	+2	-	-
Monthey	2011	125	396	521	405	116	-9	199	206
	2010	104	445	549	422	127	+23	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>642</b>	<b>2439</b>	<b>3081</b>	<b>2464</b>	<b>617</b>	<b>-25</b>	<b>1455</b>	<b>1009</b>
	<b>2010</b>	<b>585</b>	<b>2343</b>	<b>2928</b>	<b>2277</b>	<b>651</b>	<b>+66</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / *Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.*

**Civil : Modes de liquidation / Zivilrecht: Erledigungsart**

Droit civil (Total) Zivilrecht (Total)		Jugement / Décision Sachurteil / Entscheid	Jugement par défaut Säumnisurteil	Irrecevabilité Nichteintreten	Transaction Vergleich	Désistement, retrait, déchéance Abstand, Rückzug, Verwirkung	Autre liquidation Andere Erledigung	Total
		Z11	Z12	Z14	ZP1	ZP2	ZT9	
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	166	1	-	25	34	22	<b>248</b>
	2010	184	-	2	20	31	19	<b>256</b>
Visp	2011	122	5	3	10	41	12	<b>193</b>
	2010	133	5	14	22	58	29	<b>261</b>
Leuk - Westlich Raron	2011	116	1	-	7	9	6	<b>139</b>
	2010	112	2	1	10	23	25	<b>173</b>
Sierre	2011	370	20	32	54	164	105	<b>745</b>
	2010	367	9	3	30	109	74	<b>592</b>
Sion	2011	428	9	26	56	70	48	<b>637</b>
	2010	438	14	28	66	83	76	<b>705</b>
Hérens - Conthey	2011	281	5	52	66	59	50	<b>513</b>
	2010	204	11	34	65	61	36	<b>411</b>
Martigny - St-Maurice	2011	413	6	27	158	58	36	<b>698</b>
	2010	378	15	21	116	86	59	<b>675</b>
Entremont	2011	78	1	11	25	14	12	<b>141</b>
	2010	70	3	4	20	16	19	<b>132</b>
Monthey	2011	337	6	14	115	92	42	<b>606</b>
	2010	367	10	2	101	102	54	<b>636</b>
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>2311</b>	<b>54</b>	<b>165</b>	<b>516</b>	<b>541</b>	<b>333</b>	<b>3920</b>
	<b>2010</b>	<b>2253</b>	<b>69</b>	<b>109</b>	<b>450</b>	<b>569</b>	<b>391</b>	<b>3841</b>

b) Pénal ordinaire / *Strafrecht ordentlich*

<b>P1 Pénal ordinaire S1 Strafrecht ordentlich</b>		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erledigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Affaires terminées par jugement <i>Durch Urteil erledigt</i>	Autres liquidations <i>Andere Erledigungen</i>
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	9	13	22	17	5	-4	12	5
	2010	14	12	26	17	9	-5	-	-
Visp	2011	10	15	25	20	5	-5	13	7
	2010	10	15	25	15	10	=	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	1	7	8	5	3	+2	3	2
	2010	5	7	12	11	1	-4	-	-
Sierre	2011	25	28	53	31	22	-3	23	8
	2010	22	29	51	27	24	+2	-	-
Sion	2011	22	54	76	53	23	+1	43	10
	2010	22	41	63	41	22	=	-	-
Hérens - Conthey	2011	19	14	33	29	4	-15	23	6
	2010	25	15	40	21	19	-6	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	14	52	66	53	13	-1	38	15
	2010	15	52	67	53	14	-1	-	-
Entremont	2011	4	10	14	8	6	+2	7	1
	2010	14	1	15	11	4	-10	-	-
Monthey	2011	9	30	39	30	9	=	19	11
	2010	9	36	45	37	8	-1	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>113</b>	<b>223</b>	<b>336</b>	<b>246</b>	<b>90</b>	<b>-23</b>	<b>181</b>	<b>65</b>
	<b>2010</b>	<b>136</b>	<b>208</b>	<b>344</b>	<b>233</b>	<b>111</b>	<b>-25</b>	-	-

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / *Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.*

Pénal : juge unique & Arrondissement / *Strafrecht: Einzelrichter & Kreisgericht*

P1 Pénal ordinaire Juge unique  S1 <i>Strafrecht ordentlich Einzelrichter</i>		Reports année précédente	Entrées année en cours	Total à traiter	Liquidations année en cours	Reports année suivante	Variation des reports	Affaires terminées par jugement	Autres liquidations
		<i>Hertrag</i>	<i>Eingänge</i>	<i>Total zu behandeln</i>	<i>Erladigungen</i>	<i>Übertrag</i>	<i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	<i>Durch Urteil erledigt</i>	<i>Andere Erladigungen</i>
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	8	13	21	16	5	-3	11	5
	2010	-	10	-	15	-	-	-	-
Visp	2011	10	14	24	20	4	-6	13	7
	2010	-	15	-	13	-	-	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	1	5	6	5	1	=	3	2
	2010	-	7	-	10	-	-	-	-
Sierre	2011	23	26	49	29	20	-3	21	8
	2010	-	27	-	26	-	-	-	-
Sion	2011	17	52	69	47	22	+5	37	10
	2010	-	35	-	33	-	-	-	-
Hérens - Conthey	2011	15	11	26	23	3	-12	17	6
	2010	-	12	-	20	-	-	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	13	46	59	50	9	-4	35	15
	2010	-	48	-	50	-	-	-	-
Entremont	2011	4	10	14	8	6	+2	7	1
	2010	-	1	-	11	-	-	-	-
Monthey	2011	7	29	36	28	8	+1	17	11
	2010	-	32	-	33	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>98</b>	<b>206</b>	<b>304</b>	<b>226</b>	<b>78</b>	<b>-20</b>	<b>161</b>	<b>65</b>
	<b>2010</b>	<b>-</b>	<b>187</b>	<b>-</b>	<b>211</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.

P1 Pénal ordinaire Arrondissement  S1 <i>Strafrecht ordentlich Kreisgericht</i>		Reports année précédente	Entrées année en cours	Total à traiter	Liquidations année en cours	Reports année suivante	Variation des reports	Affaires terminées par jugement	Autres liquidations
		<i>Hertrag</i>	<i>Eingänge</i>	<i>Total zu behandeln</i>	<i>Erladigungen</i>	<i>Übertrag</i>	<i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	<i>Durch Urteil erledigt</i>	<i>Andere Erladigungen</i>
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	1	-	1	1	-	-1	1	-
	2010	-	2	-	2	-	-	-	-
Visp	2011	-	1	1	-	1	+1	-	-
	2010	-	-	-	2	-	-	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	-	2	2	-	2	+2	-	-
	2010	-	-	-	1	-	-	-	-
Sierre	2011	2	2	4	2	2	=	2	-
	2010	-	2	-	1	-	-	-	-
Sion	2011	5	2	7	6	1	-4	6	-
	2010	-	6	-	8	-	-	-	-
Hérens - Conthey	2011	4	3	7	6	1	-3	6	-
	2010	-	3	-	1	-	-	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	1	6	7	3	4	+3	3	-
	2010	-	4	-	3	-	-	-	-
Entremont	2011	-	-	-	-	-	=	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-
Monthey	2011	2	1	3	2	1	-1	2	-
	2010	-	4	-	4	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>32</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>-3</b>	<b>20</b>	<b>-</b>
	<b>2010</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.

Pénal autres / *Strafrecht anderes*

P2 Pénal autres S2 <i>Strafrecht anderes</i>		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erfledigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Affaires terminées par jugement <i>Durch Urteil erledigt</i>	Autres liquidations <i>Andere Erfledigungen</i>
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	1	3	4	4	-	-1	2	2
	2010	2	2	4	3	1	-1	-	-
Visp	2011	1	-	1	-	1	=	-	-
	2010	1	3	4	3	1	=	-	-
Leuk - Westlich Raron	2011	2	-	2	2	-	-2	2	-
	2010	-	2	2	-	2	+2	-	-
Sierre	2011	1	2	3	3	-	-1	2	1
	2010	3	6	9	8	1	-2	-	-
Sion	2011	-	4	4	4	-	=	1	3
	2010	1	7	8	8	-	-1	-	-
Hérens - Conthey	2011	-	2	2	2	-	=	1	1
	2010	2	2	4	4	-	-2	-	-
Martigny - St-Maurice	2011	2	1	3	2	1	-1	2	-
	2010	4	4	8	6	2	-2	-	-
Entremont	2011	-	1	1	1	-	=	-	1
	2010	-	-	-	-	-	=	-	-
Monthey	2011	2	1	3	1	2	=	1	-
	2010	3	4	7	5	2	-1	-	-
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>-5</b>	<b>11</b>	<b>8</b>
	<b>2010</b>	<b>16</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>37</b>	<b>9</b>	<b>-7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / *Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.*

c) Poursuites et faillites : Plaintes / *Schuldbetreibung und Konkurs: Beschwerden*

Plaintes <i>Beschwerden</i>		Reportis année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erledigungen</i>	Reportis année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reportis <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Mode de liquidation <i>Erledigungsart</i>		
								Admises <i>Gutgeheissen</i>	Rejetées <i>Abgewiesen</i>	Autre liquidation 1) <i>Andere Erladigung 1)</i>
Goms	2011	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	1	1	1	-	-	-	-	1
Östlich Raron	2011	-	1	1	1	-	-	-	-	1
	2010	-	2	2	2	-	-	-	1	1
Brig	2011	1	1	2	2	-	-1	-	2	-
	2010	2	7	9	8	1	-1	1	4	3
Visp	2011	3	6	9	6	3	-	1	1	4
	2010	1	7	8	5	3	2	2	-	3
Westlich Raron	2011	-	1	1	1	-	-	-	-	1
	2010	-	1	1	1	-	-	-	1	-
Leuk	2011	1	4	5	4	1	-	1	1	2
	2010	1	6	7	5	2	1	-	5	-
Sierre	2011	7	11	18	16	2	-5	9	4	3
	2010	2	11	13	6	7	5	2	2	2
Sion	2011	-	31	31	31	-	-	5	7	19
	2010	1	10	11	11	-	-1	2	5	4
Hérens	2011	-	5	5	5	-	-	1	1	3
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conthey	2011	1	4	5	5	-	-1	2	1	2
	2010	1	-	1	-	1	-	-	-	-
Entremont	2011	1	6	7	6	1	-	2	-	4
	2010	1	4	5	4	1	-	1	1	2
Martigny	2011	1	11	12	11	1	-	-	2	9
	2010	3	6	9	6	3	-	1	3	2
St-Maurice	2011	3	2	5	2	3	-	-	1	1
	2010	-	2	2	2	-	-	-	1	1
Monthey	2011	1	11	12	11	1	-	3	1	7
	2010	2	10	12	10	2	-	1	3	6
<b>Total</b>	<b>2011</b>	<b>19</b>	<b>94</b>	<b>113</b>	<b>101</b>	<b>12</b>	<b>-7</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>56</b>
	<b>2010</b>	<b>14</b>	<b>67</b>	<b>81</b>	<b>61</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>26</b>	<b>25</b>

\* Certaines données n'ont pas été saisies en 2010. / *Einige Daten wurden 2010 nicht erfasst.*

**Poursuites et faillites : Mainlevées & faillites / Autres**  
**Schuldbetreibung und Konkurs: Rechtsöffnungen & Konkurse / Anders**

Mainlevées <i>Rechtsöffnungen</i>		Requêtes déposées <i>Anzahl Begehren</i>			Retraits <i>Rückzug</i>			Décisions rendues <i>Entscheide</i>		
Faillites <i>Konkurse</i>		Réquisitions <i>Begehren</i>			Retraits <i>Rückzug</i>			Ouvertures <i>Konkursöffnungen</i>		
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	425	158	218	Brig - Östlich Raron - Goms	2011	105	88	26	
	2010	532	254	280		2010	101	68	33	
Visp	2011	401	178	163	Visp	2011	120	80	15	
	2010	423	121	259		2010	139	108	21	
Leuk - Westlich Raron	2011	246	78	167	Leuk - Westlich Raron	2011	45	49	16	
	2010	346	113	233		2010	64	49	15	
Sierre	2011	1027	452	571	Sierre	2011	256	212	39	
	2010	1158	566	611		2010	294	239	40	
Sion	2011	1460	411	1023	Sion	2011	242	169	73	
	2010	1553	489	1029		2010	203	145	58	
Hérens - Conthey	2011	777	357	420	Hérens - Conthey	2011	217	203	14	
	2010	818	313	505		2010	252	227	25	
Martigny - St-Maurice	2011	1244	370	874	Martigny - St-Maurice	2011	401	364	37	
	2010	1275	415	860		2010	361	296	65	
Entremont	2011	187	64	123	Entremont	2011	75	66	9	
	2010	195	66	127		2010	52	44	8	
Monthey	2011	912	304	480	Monthey	2011	307	241	55	
	2010	901	341	560		2010	289	251	71	
<b>Total</b>	2011	<b>6679</b>	<b>2372</b>	<b>4039</b>	<b>Total</b>	2011	<b>1768</b>	<b>1472</b>	<b>284</b>	
	2010	<b>7201</b>	<b>2678</b>	<b>4464</b>		2010	<b>1755</b>	<b>1427</b>	<b>336</b>	

LP Autres <i>BK Andere</i>		Concordats (831) <i>Nachlassverträge</i>		Séquestres (841) <i>Arrestbefehle</i>		Opposition à séquestre (842) <i>Einsprache gegen Arrestbefehl</i>		Retour à meilleure fortune (815) <i>Neues Vermögen</i>		Procédure sommaire (861) <i>Summarisches Verfahren</i>		Autres prononcés (899) <i>Andere Entscheide</i>		<b>Total</b>	
		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt		entrées engerech liquides erledigt	
Brig - Östlich Raron - Goms	2011	1	-	8	6	-	1	5	7	-	-	1	1	15	15
	2010	-	2	5	4	1	-	19	21	-	-	-	-	25	27
Visp	2011	3	2	13	13	1	1	6	6	-	-	1	1	24	23
	2010	-	2	3	3	-	-	4	6	1	1	-	-	8	12
Leuk - Westlich Raron	2011	-	-	7	7	-	-	9	9	1	2	-	-	17	18
	2010	-	1	6	6	-	-	8	12	3	2	-	-	17	21
Sierre	2011	1	2	53	52	9	5	15	16	-	-	-	1	78	76
	2010	1	-	30	31	2	3	16	19	3	3	2	1	54	57
Sion	2011	3	3	17	17	1	1	16	13	-	-	1	-	38	34
	2010	2	2	16	16	1	2	7	12	-	-	1	1	27	33
Hérens - Conthey	2011	-	2	8	8	-	-	20	19	-	-	-	-	28	29
	2010	2	1	16	19	-	-	5	7	1	1	1	-	25	28
Martigny - St-Maurice	2011	2	1	8	8	1	1	32	34	-	-	3	1	46	45
	2010	-	-	7	7	4	4	25	26	3	4	1	1	40	42
Entremont	2011	-	-	3	3	2	2	3	3	1	1	-	-	9	9
	2010	-	-	9	9	1	1	2	2	-	-	-	-	12	12
Monthey	2011	-	-	10	10	1	-	10	10	2	2	4	4	27	26
	2010	-	1	12	11	-	-	8	7	5	5	1	-	26	24
<b>Total</b>	2011	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>127</b>	<b>124</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>116</b>	<b>117</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>282</b>	<b>275</b>
	2010	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>104</b>	<b>106</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>94</b>	<b>112</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>234</b>	<b>256</b>



## d) Activité des juges de communes / Tätigkeit der Gemeinderichter (-5000 frs)

Causes d'une valeur litigieuse inférieure à 5000 francs <i>Fälle mit einem Streitwert unter Fr. 5000.-</i>	Report année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erläugungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Mode de liquidation <i>Erlidigungsart</i>				
							Conciliation <i>Durch Schlichtung</i>	Jugement (art. 212 al. 1 CPC) <i>Durch Urteil (Art. 212 Abs. 1 ZPO)</i>	Propositions de jugement (art. 210 al. 1 let. C CPC) <i>Durch Urteilsvorschlag (Art. 210 Abs. 1 lit. C ZPO)</i>	Délivrance d'une autorisation de procéder <i>Durch Erteilen der Klagebewilligung</i>	Autre liquidation <i>Andere Erlidigungsarten</i>
Goms	3	4	7	4	3	=	-	-	-	1	3
Östlich Raron	2	6	8	6	2	=	1	-	2	2	1
Brig	2	43	45	39	6	+4	5	2	2	26	4
Visp	6	25	31	26	5	-1	14	3	-	7	2
Westlich Raron	4	9	13	8	5	+1	4	1	-	2	1
Leuk	2	14	16	15	1	-1	6	1	1	6	1
Sierre	14	45	59	52	7	-7	12	10	-	11	19
Sion	17	31	48	45	3	-14	1	3	-	9	32
Hérens	9	12	21	21	-	-9	9	-	1	3	8
Conthey	10	26	36	37	-1	-11	10	11	2	11	3
Martigny	27	32	59	53	6	-21	16	7	5	12	13
St-Maurice	12	20	32	28	4	-8	18	4	-	2	4
Entremont	4	12	16	16	-	-4	5	2	-	1	8
Monthey	46	41	87	49	38	-8	9	12	1	16	11
<b>Total</b>	<b>158</b>	<b>320</b>	<b>478</b>	<b>399</b>	<b>79</b>	<b>-79</b>	<b>110</b>	<b>56</b>	<b>14</b>	<b>109</b>	<b>110</b>

\* Les données 2010 n'ont pas été saisies. / Die Daten 2010 wurden nicht erfasst.

**Activité des juges de communes / Tätigkeit der Gemeinderichter (+5000 frs)**

Causes d'une valeur litigieuse supérieure à 5000 francs <i>Fälle mit einem Streitwert über Fr. 5000.-</i>	Citations en conciliation année en cours <i>Vorladungen zum Schlichtungsverfahren</i>	Séances en conciliation tenues <i>Durchgeführte Schlichtungsverhandlungen</i>	Reports conciliations année suivante <i>Übertrag</i>	Mode de liquidation <i>Erledigungsart</i>		
				Conciliation <i>Durch Schlichtung</i>	Délivrance d'une autorisation de procéder (art. 209 CPC) <i>Durch Erteilen der Klagebewilligung (Art. 209 ZPO)</i>	Autre liquidation <i>Andere Erledigungsarten</i>
Goms	7	7	-	-	6	-
Östlich Raron	5	4	1	1	3	1
Brig	58	53	4	8	43	7
Visp	48	39	5	11	27	5
Westlich Raron	8	5	2	1	2	-
Leuk	8	7	-	2	6	-
Sierre	133	118	17	16	95	11
Sion	192	168	21	36	129	7
Hérens	30	27	3	1	24	3
Conthey	63	51	9	3	48	5
Martigny	107	79	17	18	66	1
St-Maurice	16	15	4	5	6	-
Entremont	52	48	8	8	33	-
Monthey	96	82	14	16	57	24
<b>Total</b>	<b>823</b>	<b>703</b>	<b>105</b>	<b>126</b>	<b>545</b>	<b>64</b>

\* Les données 2010 n'ont pas été saisies. / Die Daten 2010 wurden nicht erfasst.

**Statistiques  
du  
tribunal des mesures de contrainte  
et de l'application  
des peines et mesures**

*Statistiken  
des Zwangsmassnahmen- sowie  
Straf- und Massnahmenvollzugsgerichtes*

a) **Récapitulation des causes traitées par le tribunal des mesures de contraintes**  
**Zusammenfassung der durch das Zwangsmassnahmengerecht erledigten Fälle**

		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erledigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Affaires terminées par jugement <i>Durch Urteil erledigt</i>	Autres liquidations <i>Andere Erledigungen</i>
Détention initiale <i>Haft</i>	2011	-	224	224	222	2	+2	217	5
Prolongation de la détention <i>Haftverlängerung</i>	2011	-	93	93	91	2	+2	89	2
Demande de libération <i>Gesuch um Haftentlassung</i>	2011	-	55	55	50	5	+5	39	11
Détention pour motifs de sûreté <i>Sicherheitshaft</i>	2011	-	29	29	29	-	=	28	1
Mesures secrètes de surveillance <i>Überwachungmassnahmen</i>	2011	-	135	135	135	-	=	134	1
Privation de liberté à des fins d'assistance (PLAFA) <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFE)</i>	2011	-	48	48	46	2	+2	10	36
Recherches d'urgence <i>Notsuche</i>	2011	-	33	33	33	-	=	32	1
Autres <i>Andere</i>	2011	-	7	7	7	-	=	7	-
<b>TOTAL</b>	<b>2011</b>	<b>0</b>	<b>624</b>	<b>624</b>	<b>613</b>	<b>11</b>	<b>+11</b>	<b>556</b>	<b>57</b>

\* Les données 2010 n'ont pas été saisies. / Die Daten 2010 wurden nicht erfasst.

**b) Récapitulation des causes traitées par le tribunal de l'application des peines et mesures**  
**Zusammenfassung der durch das Straf- und Massnahmenvollzugsgericht erledigten Fälle**

		Reports année précédente <i>Hertrag</i>	Entrées année en cours <i>Eingänge</i>	Total à traiter <i>Total zu behandeln</i>	Liquidations année en cours <i>Erledigungen</i>	Reports année suivante <i>Übertrag</i>	Variation des reports <i>Differenz Hertrag/Übertrag</i>	Affaires terminées par jugement <i>Durch Urteil erledigt</i>	Autres liquidations <i>Andere Erledigungen</i>
Libération conditionnelle <i>Bedingte Entlassung</i>	2011	-	42	42	39	3	+3	38	1
Mesures <i>Massnahmen</i>	2011	-	48	48	42	6	+6	37	5
Règles de conduite et assistance de probation <i>Weisungen und Bewährungshilfe</i>	2011	-	27	27	25	2	+2	24	1
Autres <i>Andere</i>	2011	-	7	7	6	1	+1	6	-
<b>TOTAL</b>	<b>2011</b>	<b>0</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>112</b>	<b>12</b>	<b>+12</b>	<b>105</b>	<b>7</b>

\* Les données 2010 n'ont pas été saisies. / Die Daten 2010 wurden nicht erfasst.



**Statistiques  
du  
tribunal des mineurs**

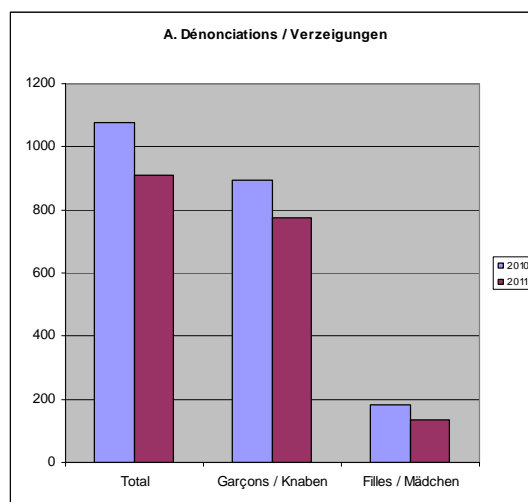
***Statistiken  
des  
Jugendgerichts***

## a) Dénonciations / Verzeigungen

Nombre de mineurs dénoncés / Zahl der verzeigten Minderjährigen	2011	2010
Garçons / Knaben	774	895
	85.05%	83.10%
Filles / Mädchen	136	182
	14.95%	16.90%
<b>Total</b>	<b>910</b>	<b>1077</b>

De 10 à 18 ans, il n'y a pas de distinction entre enfants et adolescents, tous étant considérés comme mineurs au sens du nouveau droit pénal des mineurs.

*Nach dem neuen Jugendstrafrecht wird nicht zwischen Kindern und Jugendlichen unterschieden. Zwischen 10 und 18 Jahren gelten alle als Jugendliche.*



Répartition par district / Aufteilung nach Bezirken	2011	2010
Goms	3	12
Östlich Raron	9	4
Brig	57	89
Visp	97	65
Westlich Raron	10	10
Leuk	37	19
Sierre	73	110
Sion	99	173
Hérens	5	11
Conthey	39	78
Martigny	151	159
Entremont	23	18
St-Maurice	42	28
Monthey	172	173
Autres cantons / Andere Kantone	71	112
Etrangers / Ausländer	22	16
Sans domicile connu / Domizil unbekannt	-	-
<b>Total</b>	<b>910</b>	<b>1077</b>



**b) Jugements & décisions / Urteile & Entscheide**

<b>Instruction / Untersuchung</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Détention préventive / <i>Untersuchungshaft</i>	197	102
Observation ambulatoire et institutionnelle / <i>Ambulante und institutionelle Beobachtung</i>	22	25
Placement provisoire en établissement ouvert / <i>Vorsorgliche Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	23	27
Placement provisoire en établissement fermé / <i>Vorsorgliche Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	2	4
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	20	48
Autres décisions / <i>Andere Entscheide</i>	187	62
Médiation / <i>Mediation</i>	41	9
Non-entrée en matière / <i>Nichtanhandnahmeverfügung</i>	23	0
<b>Total</b>	<b>515</b>	<b>277</b>

<b>Jugements / Urteile</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Mesures / Massnahmen</b>		
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	6	3
Assistance personnelle / <i>persönliche Betreuung</i>	31	28
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	-	1
Placement en établissement ouvert / <i>Einweisung in eine offene Einrichtung</i>	3	21
Placement en établissement fermé / <i>Einweisung in eine geschlossene Einrichtung</i>	-	5
Traitement thérapeutique / <i>therapeutische Behandlung</i>	10	16
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>74</b>

<b>Sanctions / Strafen</b>		
Réprimande / <i>Verweis</i>	89	84
Prestation personnelle / <i>persönliche Leistung</i>	233	322
Amende / <i>Busse</i>	206	202
Privation de liberté / <i>Freiheitsentzug</i>		
jusqu'à 14 jours / <i>bis zu 14 Tagen</i>	8	12
supérieure à 14 jours / <i>mehr als 14 Tage</i>	24	48
avec sursis / <i>bedingt</i>	28	53
sans sursis / <i>unbedingt</i>	3	7
sursis partiel / <i>teilbedingt</i>	1	0
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	23	10
Non-révocation du sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	30	21
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	-	0
Exemption / <i>Strafbefreiung</i>	12	36
Autres / <i>Andere</i>	-	0
<b>Total</b>	<b>657</b>	<b>795</b>

<b>Exécution / Vollzug</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	40	24
Libération conditionnelle / <i>Bedingte Entlassung</i>	-	0
Autres / <i>Andere</i>	-	16
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>40</b>

<b>Autres décisions / Andere Entscheide</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Classement, non-lieu / <i>Abschreibung, Einstellung</i>	131	166
Dessaisissement / <i>Abtretungsentscheide</i>	68	108
<b>Total</b>	<b>199</b>	<b>274</b>

## c) Infractions jugées / Beurteilte Strafhandlungen

<b>Code pénal / Strafgesetzbuch</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / <i>Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben</i>	53	137
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	186	351
Crimes ou délits contre la liberté et l'honneur / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit und Ehre</i>	81	166
Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität</i>	18	7
Crimes ou délits créant un danger collectif / <i>Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</i>	13	16
Autres / <i>Andere</i>	23	36
<b>Total</b>	<b>374</b>	<b>713</b>

<b>LCR / SVG</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	242	149

<b>LF stupéfiants / BetmG</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	185	213

<b>LF sur les armes / Waffengesetz</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	22	39

<b>LF sur les transports publics / Transportgesetz</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	47	32

<b>Autres lois</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	10	0

# VI. Organisation

Etat au 1<sup>er</sup> mars 2012 / *Stand 1. März 2012*

## Tribunal cantonal - *Kantonsgericht*

### **Cour plénière / *Gesamtgericht***

Mmes et MM. Jean-Bernard Fournier, président; Jean-Pierre Derivaz, vice-président; Françoise Balmer Fitoussi, Jérôme Emonet, Hermann Murmann, Eve-Marie Dayer-Schmid, Jacques Berthouzoz, Dr Stéphane Spahr, Dr. Lionel Seeberger, Jean-Pierre Zufferey, Thomas Brunner.

### **Commission administrative / *Verwaltungskommission***

MM. Jean-Bernard Fournier, président; Jean-Pierre Derivaz, vice-président; Dr. Lionel Seeberger, membre.

### **Secrétaire général / *Generalsekretär***

M. Walter Lengacher

### **Cour civile I**

Mme et MM. Jérôme Emonet, président; Hermann Murmann, Eve-Marie Dayer-Schmid et Dr Lionel Seeberger.

#### ***I. Zivilrechtliche Abteilung***

*Frau und Herren Hermann Murmann, Präsident; Jérôme Emonet, Eve-Marie Dayer-Schmid und Dr. Lionel Seeberger.*

### **Cour civile II /**

#### ***II. Zivilrechtliche Abteilung***

Mme et MM. Jean-Pierre Derivaz, président; Françoise Balmer Fitoussi, Jacques Berthouzoz et Dr Stéphane Spahr.

### **Cour pénale I**

Mme et MM. Jérôme Emonet, président; Hermann Murmann, Eve-Marie Dayer-Schmid et Dr Lionel Seeberger.

### ***I. Strafrechtliche Abteilung***

*Frau und Herren Dr. Lionel Seeberger, Präsident; Jérôme Emonet, Hermann Murmann und Eve-Marie Dayer-Schmid.*

### **Cour pénale II /**

#### ***II. Strafrechtliche Abteilung***

Mme et MM. Françoise Balmer Fitoussi, présidente; Jacques Berthouzoz, Jean-Pierre Derivaz et Dr Stéphane Spahr.

### **Chambre civile**

MM. Jérôme Emonet, président; Hermann Murmann, Dr Stéphane Spahr et Jean-Pierre Derivaz.

### ***Zivilkammer***

*Herren Hermann Murmann, Präsident; Jérôme Emonet, Dr. Stéphane Spahr, Jean-Pierre Derivaz und Dr. Lionel Seeberger.*

### **Chambre des poursuites et faillites *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer***

#### **Autorité de recours en matière de poursuite et de faillite**

MM. Dr Stéphane Spahr, président; Jérôme Emonet et Dr Lionel Seeberger.

#### ***Gerichtsbehörde in Schuldbetreibung und Konkurs***

*Herren Dr. Lionel Seeberger, Präsident; Jérôme Emonet und Dr. Stéphane Spahr.*

#### **Autorité supérieure en matière de plainte LP**

Mme et MM. Françoise Balmer Fitoussi, présidente; Hermann Murmann et Dr Stéphane Spahr.

#### ***Obere Beschwerdebehörde in Schuldbetreibung und Konkurs***

*Frau und Herren Hermann Murmann, Präsident; Françoise Balmer Fitoussi und Dr. Stéphane Spahr.*

**Cour des assurances sociales**

Mme et MM. Eve-Marie Dayer-Schmid, présidente; Jean-Bernard Fournier, Dr Lionel Seeberger, Jean-Pierre Zufferey et Thomas Brunner.

**Sozialversicherungsrechtliche Abteilung**

*Frau und Herren Hermann Murmann und Dr. Lionel Seeberger, Präsidenten; Jean-Bernard Fournier, Eve-Marie Dayer-Schmid und Thomas Brunner*

**Cour de droit public /****Öffentlichrechtliche Abteilung**

MM. Jean-Pierre Zufferey, président; Jean-Bernard Fournier et Thomas Brunner.

**Propriété intellectuelle (instruction)****Immaterialgüterrecht (Instruktion)**

MM. Dr Stéphane Spahr et Hermann Murmann.

**Chambre pénale /****Strafkammer**

Mme et MM. Jacques Berthouzoz, président; Hermann Murmann, Eve-Marie Dayer-Schmid, Jean-Pierre Derivaz et Thomas Brunner.

**Chambre des affaires arbitrales /****Schiedsgerichtskammer**

Mme et MM. Jacques Berthouzoz, président; Françoise Balmer Fitoussi, Jean-Pierre Derivaz et Dr. Lionel Seeberger.

**Autorité cantonale de surveillance des avocats (art. 13 al. 3 LPAv)****Kantonale Aufsichtsbehörde über die Anwälte (Art. 13 Abs. 3 ARG)**

Mme et MM. Françoise Balmer Fitoussi, présidente; Dr Stéphane Spahr, Jean-Pierre Zufferey et Thomas Brunner.

**Juges cantonaux suppléants /****Ersatzrichter des Kantonsgerichts**

Jean-Michel Maillard, juge TMC/TAPEM  
Dr Marie-Claire Pont Veuthey, avocate et notaire

*Dr. Roland Fux, Advokat und Notar*

François Vouilloz, juge de district

*Uli Kalbermatter, Bezirksgerichtsschreiber und Substitut*

Bertrand Dayer, juge de district

Frédéric Addy, greffier au TF

Béatrice Neyroud Dubuis, juge de district

*Dr. Philipp Näpfl, Bezirksrichter*

Camille Rey-Mermet, juge de district

**Greffiers du Tribunal cantonal /****Kantonsgerichtsschreiber**

Pierre-André Gabioud

*Paul Constantin*

Elisabeth Jean

Geneviève Berclaz Coquoz

*Petra Stoffel*

Garance Klay Epiney

Frédéric Carron

Yves Burnier

*Renata Kreuzer*

Mireille Allegro

*Dr. Rochus Jossen*

*Karin Graber*

Laure Ebener

Frédéric Fellay

Pierre-André Moix

Véronique Largey

Yannick Deslarzes

Mérim Combremont

Ferdinand Vanay

Bénédicte Airiau

*Nadja Schwery*

## Tribunaux de districts - *Bezirksgerichte*

### **Brig / Öst. Raron / Goms**

#### **Richter/in**

*Dr. Philipp Nöpfli, Doyen*

*Michael Steiner*

*Marie-Luise Williner*

#### **Gerichtsschreiber**

*Martin Anderegg*

*Silas Providoli*

### **Visp**

#### **Richter**

*Dr. Beat Weissen, Doyen*

*Dr. Thierry Schnyder*

*Marie-Luise Williner*

#### **Gerichtsschreiber/in**

*Stefanie Gruber*

*Dominic Lehner*

### **Leuk / Westlich Raron**

#### **Richter/in**

*Amédée Steiner, Doyen*

*Marie-Luise Williner*

#### **Gerichtsschreiber und Substitut**

*Uli Kalbermatter*

### **Sierre**

#### **Juges**

Patrizia Métrailler-Franzetti, doyenne

Florence Troillet

Stéphane Epiney

Claude Métral

#### **Greffiers-greffière**

François Meilland

Cynthia Christen

Florine Jardin

### **Sion**

#### **Juges**

François Vouilloz, doyen

Lionel Henriot

Christian Zuber

Béatrice Neyroud Dubuis

### **Greffiers-greffières**

Jean-Paul Marclay

Sophie Bartholdi Métrailler

Emmanuelle Felley

Michèle Fellay

Cendrine Rudaz

### **Hérens / Conthey**

#### **Juges**

Isabelle Boson, doyenne

Bertrand Dayer

Lin-Noël Perruchoud

#### **Greffières**

Sylvie Carruzzo

Laurence Vorpe Largey

### **Martigny / St-Maurice**

#### **Juges**

Nicolas Biner, doyen

Christophe Joris

Ludovic Rossier

Dr Stéphane Abbet

#### **Greffières**

Christiane Besson

Nadine Barben Gastaldi

Véronique Luisier

Marie Delaloye Jotterand

### **Entremont**

#### **Juge**

Pierre Gapany, doyen

#### **Greffière**

Sandra Delaloye Vocat

### **Monthey**

#### **Juges**

Claude Vuadens, doyen

Valérie Sauthier

Camille Rey-Mermet

#### **Greffier-greffières**

Monique Fort

Gilles Zufferey

Isabelle Durier

Viviane Premand

**Tribunal des mesures de contrainte et  
de l'application des peines et mesures**  
*Zwangsmassnahmen- sowie*  
*Straf- und Massnahmenvollzugsgericht*

Dr Christian Roten, doyen

*Hans-Peter Kuonen, Richter*

Jean-Michel Maillard, juge

## Tribunal des mineurs - *Jugendgericht*

### **Juges des mineurs / *Jugendrichter/in***

Philippe Cherix, doyen  
Xavier Lavanchy  
*Petra Williner*

### **Juge suppléant-e / *Ersatzrichter/in***

Julie Voide  
*Hans-Peter Kuonen*

### **Assesseur-e-s / *Beisitzer/in***

*Dr. Stefan König*  
Philippe Baillifard  
Gérard Mittaz  
Anne Praz  
Anne-Patricia Berguerand-Thurre  
*Manfred Kuonen*  
Véronique Diab-Vuadens  
Pierre-Alain Héritier  
Elisabeth Jean  
Philippe Lamon  
Laurent Rey  
*Nadia Loretan-Brunner*  
*Nicole Zurbriggen Bucher*

### **Greffières / *Gerichtsschreiberinnen***

Dominique Rebord-Cleusix  
Anne-Catherine Cordonier Tavernier  
Romaine Favre De Palma  
Julie Voide

